



جامعة بجاية
Tasdawit n'Bgayet
Université de Béjaïa

*Université Abderrahmane Mira-Bejaia
Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des enseignements de base du domaine SEGC*

*Cours destiné aux étudiants de Licence (spécialité et niveau) :
première année SEGC /LMD - 1er Semestre
UEF 1 - Coefficient : 2 - Crédits : 5*

DR. LYÉS KIROUANI

Matière : Introduction à l'Économie

Selon le programme officiel

Année : 2023 /2024

Glossaire

- **Agent économique** : est une personne morale ou physique qui joue un rôle sur la scène économique.
- **Bien économique** : C'est un objet ou un service qui a une valeur économique et qui est capable de satisfaire un besoin ou un désir.
- **Chômage** : Le pourcentage de la population active qui est sans emploi mais qui est disponible pour travailler et qui cherche activement un emploi.
- **Élasticité** : Mesure de la sensibilité de la quantité demandée ou offerte d'un bien ou d'un service par rapport à une variation de son prix ou d'un autre facteur.
- **Externalité** : Un effet positif ou négatif d'une activité économique sur une tierce partie qui n'est pas directement impliquée dans cette activité
- **Inflation** : L'augmentation générale et continue des prix des biens et services dans une économie sur une période de temps donnée, ce qui entraîne une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie.
- **Marché** : Un lieu de rencontre entre vendeurs et acheteurs.
- **Monnaie** : C'est un instrument d'échange largement accepté dans une économie pour faciliter les transactions commerciales
- **Monopole** : Une situation où il n'y a qu'un seul vendeur ou producteur sur un marché donné, ce qui lui confère un pouvoir de marché important.
- **Offre et demande** : Le principe selon lequel le prix et la quantité d'un bien ou d'un service offert sur le marché sont déterminés par l'interaction entre l'offre des producteurs et la demande des consommateurs.
- **PIB (Produit Intérieur Brut)** : La mesure de la valeur totale de tous les biens et services produits dans un pays pendant une période donnée, généralement une année.
- **PNB (Produit national Brut)** : C'est la valeur totale de tous les biens et services produits par les résidents d'un pays, qu'ils soient situés à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales, au cours d'une période donnée, généralement une année
- **Profit** : La différence entre les revenus totaux et les coûts totaux d'une entreprise.
- **Taux d'intérêt** : Le coût du crédit ou le rendement de l'épargne, exprimé en pourcentage du montant prêté ou épargné.
- **Politique budgétaire** : c'est l'un des outils utilisés par les gouvernements pour influencer l'économie. Elle se concentre sur la gestion des recettes et des dépenses publiques afin d'atteindre des objectifs économiques et sociaux spécifiques
- **Politique monétaire** : Les actions prises par une banque centrale pour influencer la quantité de monnaie et les taux d'intérêt dans une économie.
- **Population active** : Elle est composée des personnes en âge de travailler, généralement définies comme celles âgées de 15 à 64 ans dans de nombreux pays.
- **TVA, ou Taxe sur la Valeur Ajoutée** : C'est un impôt indirect sur la consommation appliqué à la plupart des biens et services vendus sur le marché.
- **VA (La valeur ajoutée)** : Correspond à la différence entre la valeur des biens et services produits par une entreprise ou un secteur et le coût des biens et services intermédiaires utilisés pour les produire.

SOMMAIRE

Introduction générale	3
------------------------------	----------

Chapitre I : Objet et méthode de la science économique

Introduction.....	7
SECTION 1 : Objet de la science économique.....	7
1. Historique et origine du mot « ÉCONOMIE ».....	7
2. Définitions de la science économique.....	7
3. le constat de départ en science économique.....	9
4. Types de biens	11
5. L'économie comme une science des choix efficaces.....	12
SECTION 2 : Méthode de la science économique.....	13
1. Démarche de la science économique.....	13
2. Hypothèses, lois et modèles.....	14
3. Démarche inductive et démarche déductive.....	16
4. L'économie normative et l'économie positive.....	16
5. Domaines de la science économique	17
6. Quelques questions de compréhension	19
Conclusion	19

Chapitre II : Les agents économiques

Introduction.....	21
Section 1 : Les agents économiques.....	21
Section 2 : Le circuit économique	25
Question de compréhension sur les agents économiques.....	27
Conclusion	27

Chapitre III : Les activités économiques

Introduction.....	29
1. La production.....	29
2. La consommation.....	30
3. L'échange.....	31
4. La répartition	33
5. L'épargne.....	34
6. L'investissement	35
7. Questions de compréhensions sur les activités économiques.....	39

Conclusion.....39

Chapitre IV : Les systèmes économiques

Introduction41
Section 1 : le système capitaliste41
1- Genèse et développement du système capitaliste.....41
2- Les fondements de l'économie capitaliste42
3- Les critiques du capitalisme.....44
Section 2 : le système socialiste..... 47
1- Caractéristiques de système économique socialiste.....47
2- Présentation de quelques modèles socialistes48
3- Les limites de socialisme49
Section 3 : comparaison des deux systèmes50
Quelques questions de compréhension..... 51

Chapitre IV : Les déséquilibres économiques et les politiques économiques

1-Les politiques économiques.....53
2-Les grands déséquilibres économiques55
3- Quelques questions de compréhension.....61

Chapitre V: Les institutions internationales et les blocs économiques régionaux

1- Les institutions internationales.....63
2- Les blocs économiques régionaux.....64
3- Question de compréhension sur le chapitre.....67

Conclusion générale.....68
Références bibliographiques.....69

Introduction générale

Ce polycopié de cours **d'introduction à l'économie** est destiné aux étudiants de première année SEGC-LMD, il est réalisé selon le programme officiel pour permettre aux étudiants de comprendre certains concepts de base dans le domaine de la science économique.

Par ailleurs, ce support de cours peut être exploité par les étudiants et les enseignants pour la confection de leurs cours et les travaux dirigés (TD).

Ce document est scindé en quatre chapitres :

- Le premier chapitre intitulé « **Objet et méthode de la science économique** » a pour objet d'expliquer les méthodes et les démarches utilisées par la science économique pour analyser et expliquer les phénomènes économiques ;
- le deuxième chapitre intitulé « **Les agents économiques et le circuit économique** » a pour objet de retracer le rôle des agents économiques ainsi que les relations économiques existantes entre ces derniers ;
- Le troisième chapitre intitulé : « **Les activités économiques** » a pour objet de décortiquer les différentes activités économiques effectuées par les agents économiques ;
- Le quatrième chapitre « **Les systèmes économiques** » a pour objet de présenter les systèmes économiques, notamment le système capitaliste et le système socialiste, en dressant au passage une comparaison entre les deux systèmes.
- Le cinquième chapitre « **Les grands déséquilibres économiques (Chômage, Inflation) et les politiques économiques** » a pour objet de présenter les grands déséquilibres économiques tels que l'inflation et le chômage et les politiques publiques pour corriger ces problèmes.
- le sixième et le dernier chapitre intitulé « Les institutions économiques internationales et les blocs économiques régionaux » a pour objet de faire un aperçu général sur les grandes institutions internationales et les grands blocs régionaux.

- **Objectif général**

Ce cours de l'introduction à l'économie vise à répondre à un ensemble d'objectifs dont les plus importants sont les suivants :

- Permettre à l'étudiant de se familiariser avec certains concepts économiques de base ;
- Faire comprendre à l'étudiant quelques problèmes économiques contemporains ;
- Comprendre l'intérêt, les enjeux et l'importance de la science économique dans notre société actuelle ;

- Accompagner l'étudiant dans son cursus universitaire en lui fournissant un certain nombre d'outils, de concepts pour lui permettre de faciliter et de réussir le cursus universitaire envisagé.
- Permettre aux étudiants de travailler d'une façon autonome en consultant ce polycopié de cours à l'importe quel moment même en dehors des séances de cours et de TD ;
- Expliquer les méthodes de l'analyse économique.

- Position de cours dans le programme officiel

Ce cours est destiné aux étudiants de première année de sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales

- Module d'unité fondamentale (semestre 1) ;
- Volume horaire global : 45 heures
- Coefficient : 2
- Crédit : 5
- Durée des séances de cours hebdomadaires : 2h15
- Durée des séances des travaux dirigés hebdomadaires : 1h30

- Présentation des thèmes d'exposés

1. Les courants de pensée économiques

- Les principaux courants économique avants la révolution industrielle (les physiocrates, les mercantilistes)
- Les principaux courants économiques après la révolution industrielle (les classiques, les marxistes, la pensée keynésienne, la pensée néo-classique, les monétaristes...).

2. Les agents et le circuit économiques

- Les ménages, les entreprises, les administrations publiques, les institutions financières, le reste du monde.
- Le circuit économique

3. Les activités (fonctions) économiques

- la consommation, la production, l'échange, l'épargne, l'investissement, la répartition.

4- Le marché et la monnaie

5. Les systèmes économiques

- Le système capitaliste (définition, genèse et développement, caractéristiques, critiques...)
- Le système socialiste (définition, genèse et développement, caractéristiques, critiques...)

- Comparaison entre les deux systèmes.

6. Crises et récessions économiques

- Définition, exemples de quelques grandes crises (crise de 1929, les chocs pétroliers, crise de 2008).

7. Chômage et inflation

- Chômage, causes de chômage, taux de chômage formes de chômage, solution pour combattre le chômage ;

- inflation, les indices de prix à la consommation, les types de l'inflation, les solutions pour réduire l'inflation ;

- Le lien entre le chômage et l'inflation.

8. Les institutions internationales

- La banque mondiale, l'OMC, le FMI, le rôle de ces institutions

9. Les blocs régionaux

- UE, BRICS, ALENA, ASEAN, Le conseil de coopération de Golf, MERCOSUR, Union Africaine, l'UMA

10. Croissance et développement

- Croissance, types de croissance économique, les facteurs de la croissance économique, mesure de la croissance ;

- Le développement, sous-développement, problématique du développement durable ;

- Comparaison et liens entre le développement économique et la croissance économique.

Chapitre 1
Objet et méthode de la science économique

Introduction

Comme toute autre discipline, on ne peut considérer l'économie comme une science à part entière que si l'on parvient à délimiter son objet d'étude et ses méthodes d'interprétation et d'analyse des phénomènes et des faits économiques.

L'objet de ce chapitre consiste à délimiter le domaine de recherche de la science économique. En d'autres termes, à quoi s'intéresse la science économique et à retracer les méthodes retenues par la science économique pour observer, étudier et interpréter les phénomènes économiques. Le constat de départ de l'analyse économique est que : les hommes ont des besoins illimités et des ressources rares pour satisfaire ces besoins.

SECTION 1 : Objet de la science économique

1. Historique et origine du mot « ÉCONOMIE »

La science économique se situe au carrefour des sciences humaines et des sciences sociales. Puisque, elle a pour objet d'étude les comportements humains ; la science économique est considérée comme une science humaine, elle est considérée également comme une science sociale puisqu'elle étudie le comportement des individus au sein de la société.

L'origine étymologique du terme économie vient du grec « *oïkos nomos* », c'est un nom composé de « *Oïkos* » qui signifie la maison et « *nomos* » qui signifie règles et lois. L'économie est donc l'ensemble des règles de conduite des activités domestiques et avec l'élargissement de son domaine d'analyse à la cité et la nation on commence à parler d'**économie politique**.

2. Définitions de la science économique

Avec le développement du capitalisme commercial au moyen âge la richesse s'étend à la nation et au rôle de l'État qui l'encourage (mercantilistes des XVI et XVII siècles). C'est ainsi que l'économie devient une affaire politique avec l'interventionnisme de l'État.

La science économique se distingue des autres sciences par son objet qui consiste à l'étude l'analyse de la rareté.

Le constat de départ est clair : les besoins des individus sont illimités, les ressources disponibles pour les satisfaire sont rares, par conséquent ils doivent faire des choix, pour couvrir les besoins les plus urgents.

Selon le dictionnaire de l'économie Larousse-Le monde (2000) : « *l'économie est la discipline qui étudie la production, la consommation et la distribution des richesses existantes en quantité limitée* ».

Selon le dictionnaire d'économie et des sciences sociales : « *L'économie est l'analyse de la production, des échanges, de la monnaie, de l'inflation, etc. Cependant, il ne s'agit pas toujours là de phénomènes strictement économiques, car ils comportent d'autres dimensions, politiques (ex. budget de l'État), sociales (ex. répartition), psychologiques (ex. goût), qui imposent le recours à d'autres disciplines* ».

Pour une définition plus complète, selon **Edmond Malinvaud** (économiste français) : « *l'économie est la science qui étudie comment des ressources rares sont employées pour la satisfaction des besoins des hommes vivant en société ; elle s'intéresse d'une part aux opérations essentielles que sont la production, la distribution et la consommation des biens, d'autre part aux institutions et aux activités ayant pour objet de faciliter ces opérations* ».

« *L'économie est l'étude de la façon dont l'homme et la société choisissent, avec ou sans recours à la monnaie, d'employer des ressources productives rares qui sont susceptibles d'emplois alternatifs, pour produire divers biens et de les distribuer en vue d'une consommation présente ou future* ». (**Paul Samuelson**, prix Nobel d'économie en 1970)

Stiglitz, (prix Nobel d'économie 2001) avance la définition suivante : «*La science économique est l'étude de la manière dont les individus, les entreprises et les gouvernements effectuent des arbitrages au sein de notre société. Les arbitrages sont inévitables, car les biens, les services et les ressources désirés sont inévitablement rares*».

D'après cette panoplie de définitions, on peut constater que l'économie est une science qui étudie la façon dont laquelle les individus utilisent les ressources rares pour couvrir au mieux leurs besoins illimités.

L'économie est liée ainsi à plusieurs notions fondamentales :

2.1. Notion de la richesse

Selon Walras (1874), la richesse est l'ensemble des biens matériels et immatériels rares. En d'autres termes sont les biens qui, d'une part, nous sont utiles et d'autre part, n'existent à notre disposition qu'en quantités limitées.

La science économique est née avec l'idée de trouver des méthodes pour créer et pour accumuler de la richesse et comment répartir cette richesse entre agents économiques d'une manière juste et équitable.

2.2. Notion du bien-être

Les individus, en tant que personnes rationnelles, cherchent sans cesse à améliorer leur quotidien. Lorsqu'on parle de bien-être on peut toucher à plusieurs aspects le niveau de vie, la richesse, la sécurité, le transport, la santé, l'éducation, le logement, etc. dans ce sens, la science économique nous explique comment les agents économiques mobilisent leurs ressources disponibles pour améliorer leurs biens être.

2.3. La science économique en tant que Science de relations sociales

L'économie est une science sociale, car elle étudie les relations entre individus. Ces liens permettent à la société de vivre en harmonie en identifiant le rôle de chacun, les intérêts s'emboîtent et parfois s'oppose ce qui risque de provoquer des conflits.

2.4. La notion d'utilité

Les biens et services s'échangent généralement sur des marchés et ils sont pour cette raison considérés comme le noyau de l'analyse économique. A l'origine de cet échange se trouve l'utilité procurée par un bien ou un service. C'est de cette dernière que dépend le prix des biens et services. Dans le langage usuel, un objet ou un service est supposé utile ou ayant une valeur s'il sert à quelque chose.

2.5. La notion de rationalité

Dans cette guerre d'intérêts, chaque personne (morale ou physique) cherche à mobiliser les moyens nécessaires dont il dispose pour maximiser son utilité (défendre ses propres intérêts). On parle alors d'utilitarisme ou de comportement rationnel ou d'*homo oeconomicus*. Dans ce sens, la contrainte budgétaire pousse l'individu à rationaliser ces dépenses pour couvrir le maximum de besoins avec le moindre effort et de sacrifices possibles.

3. le constat de départ en science économique

3.1. Besoins illimités

Un besoin est défini comme étant un manque qui peut être satisfait par l'acquisition ou la consommation de biens ou services. Les caractéristiques des besoins

- La multiplicité : à côté des besoins vitaux apparaissent sans cesse de nouveaux besoins ;
- La satiabilité : l'intensité du besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ;
- L'interdépendance : les besoins sont liés, ils peuvent être complémentaires et substituables.

John Maynard Keynes dans *Essais sur la monnaie et l'économie* (1930) distingue deux catégories de besoins :

. **Besoins à caractère absolu**, que l'on ressent indépendamment des autres individus et dont la consommation attise une limite et un seuil (ex : manger et boire) ;

. **Besoins à caractère relatif** que l'on éprouve au contact des autres et qui sont illimités. Dans ce type de besoin, il y a une dynamique imitation/différenciation créée par le comportement de consommation des individus. Par ailleurs, les besoins sont de nature diverse et on parle de :

- Besoins élémentaires ou physiologiques tels que : nourriture, habillement, logement ;
- Besoins matériels : équipements qui assurent un bien-être ;
- Besoins de « culture » ou de luxe (loisir) qui assurent un bien-être.

La Pyramide des besoins de MASLOW.A :

En 1943 dans son article «*A Theory of Human Motivation* » Maslow a schématisé la hiérarchie des besoins avec l'utilisation d'une pyramide à cinq niveaux. Selon Maslow, la satisfaction d'un besoin ne peut être réalisable sans la satisfaction des besoins de niveau inférieur voir la **figure N° 1**.

Figure N° 1 : Exemple de la pyramide de MASLOW 1943



3.2. Ressources limitées

Un bien est tout ce qui est utile, tout ce qui est susceptible de couvrir et combler un besoin. D'une manière générale, il existe deux types de biens : biens économiques et biens

libres (non économiques). Donc, en économie, on s'intéresse uniquement aux biens économiques, les biens libres sont exclus de l'analyse économique.

4. Types de biens

4.1. Biens économiques (rares, marchands) / biens libres (non marchands)

A. Biens libres : ils existent en quantité illimitée (l'air, l'eau, le soleil, le vent, etc.), ces biens ne nécessitent pas un effort pour les avoir.

B. Biens rares (biens économiques) : ce sont des biens qui sont disponibles en quantité limitée, utile (répondant à un besoin) et nécessitant un sacrifice et un effort pour les produire. C'est ce type qui constitue l'objet de la science économique.

4.2. Biens matériels / biens immatériels

A. Les biens matériels : sont des biens tangibles, physiques, réels ou concrets. Ils peuvent être stockés.

B. Les biens immatériels (services) : sont des biens invisibles dont la production et la consommation sont généralement simultanées.

4.3. Biens durables / biens non durables

A. Biens durables : Sont des biens possédant une longue durée de vie, leur amortissement nécessite un temps important comme les biens immobiliers.

B. Biens non durables : sont des biens possédant une durée de vie très courte, ils sont généralement détruits lors du premier usage.

4.4. Biens finals (de consommation) / biens intermédiaires (de production)

A. Les biens finals : sont destinés à être consommés directement et sans transformation.

B. Biens intermédiaires : destinés à la transformation dans le processus de production en vue de produire d'autres biens plus confectionnés.

4.5. Biens complémentaires / biens substituables

A. Les biens complémentaires : sont des biens dont l'utilisation ne peut se faire qu'avec les autres, on parle de biens à demande conjointe (**Exemple :** téléphone mobile et puce téléphonique, ou encore, une imprimante et les cartouches. Autrement dit, la consommation de produit « **A** » conduit automatiquement à l'utilisation de produit « **B** ».).

B. Les biens substituables : sont des biens concurrents, c'est-à-dire un produit qui peut en remplacer un autre tout en répondant au même besoin (Exemple : moyens de transport, en effet,

pour se déplacer en ville, l'individu aura le choix de prendre le bus ou de prendre un taxi. Néanmoins ; il faut souligner le caractère subjectif de cette notion de substituabilité, car cela va dépendre des consommateurs.

4.6. Biens privés et biens collectifs :

A- Les biens privés : Les individus consomment et utilisent les biens achetés des marchés, ces biens marchands sont considérés comme des biens privés ou des biens qui ont la capacité de satisfaire des besoins privés de consommation. Donc ces biens privés sont des biens, dont on peut jouir et disposer comme on l'entend, et qu'on peut transmettre à d'autres individus (vendre, échanger, offrir, hériter, léguer ...).

B- Les biens collectifs : Les individus consomment également des biens et des services collectifs, ces biens collectifs peuvent être consommés par d'autres individus en même temps tels que les routes, l'éclairage public, l'enseignement public (écoles, universités).

5. L'économie comme science des choix efficaces

Par définition, l'économie est la science qui étudie comment des ressources rares sont utilisées pour satisfaire des besoins illimités des individus. En effet ; à l'inverse des ressources en travail et en matière première qui sont rares, les biens économiques sont rares et disponibles en quantités limitées dans la nature.

Il convient donc, avec le moins de ressources possible, de satisfaire le plus de besoins possibles, et qu'il doit faire des choix parmi les différentes opportunités et possibilités offertes à lui. Dans ce sens, l'individu rationnel doit classer ces besoins en ordre de priorité pour satisfaire les besoins les plus urgents. Ainsi un père de famille par exemple, qui dispose d'un revenu limité, doit choisir, entre l'alimentation et l'habillement. Si la famille préfère bien manger, ça serait à la place de l'habillement et c'est la même chose au niveau national (**voir le tableau N°1**).

Tableau N°1 : *La nécessité de faire des choix en économie*

	Production	Distribution	Consommation
Contraintes et rareté	Les facteurs de production (travail et capital) et la technologie	Le revenu nominal issu de la production	Le revenu disponible (après redistribution)
Choix fondamentaux	La combinaison des facteurs de production	Le partage entre profit et salaires	Le choix entre les biens consommés et la répartition entre consommation et épargne

Source : Ibrahima SY (2014)

La science économique cherche à résoudre donc le problème de l'allocation des ressources, c'est dire à répondre aux questions suivantes, mises en évidence par Alain Samuelson :

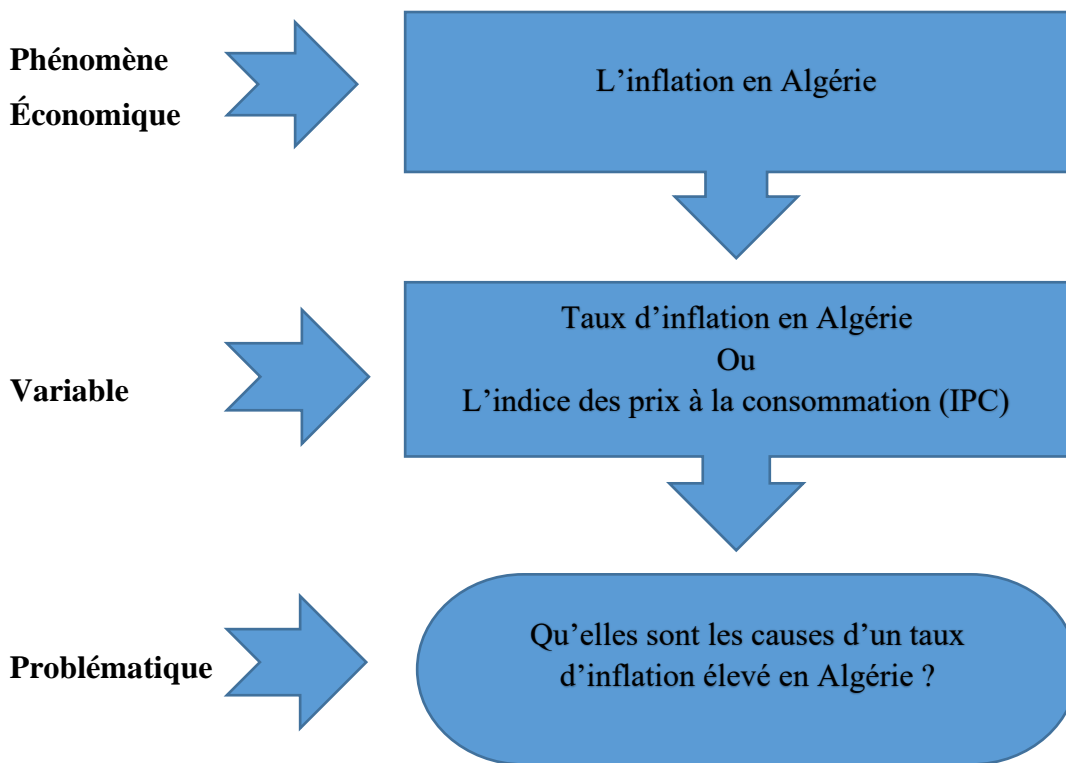
- Quels biens produire ?
- En quelles quantités doivent-ils être produits ?
- Comment ces biens doivent-ils être produits ?
- Pour qui ces biens doivent-ils être produits ?

SECTION 2 : Méthode de la science économique

2.1- Démarche de la science économique

Pour atteindre ses objectifs, la science économique élabore son raisonnement à partir de différentes observations des phénomènes et des faits économiques, en suite elle développe des problématiques sous forme de questions.

Par exemple l'inflation en Algérie



À partir d'exemple si dessous on constate que, la science économique met en premier lieu des raisonnements à partir des observations de phénomènes économiques (ex. L'inflation en Algérie) à qui on associe des variables (ex. taux d'inflation calculé à base d'indice des prix), et ensuite développé des problématiques sous forme de questions (ex. Le taux d'inflation est causé par la hausse des coûts de production ?).

2. Hypothèses, lois et modèles

L'analyse d'un phénomène économique conduit les économistes à s'interroger sur la relation qui existe entre les variables économiques, c'est à l'action et la réaction des variables économiques, puisqu'il existe une influence mutuelle entre ces dernières.

C'est l'exemple de la courbe de **LAFFER** à la fin des années 1970, avait émis l'idée que « trop d'impôt tue l'impôt ». En effet, selon la courbe d'**Arthur LAFFER** la relation positive entre la croissance du taux d'imposition et la croissance des recettes de l'État s'inverse lorsque le taux d'imposition devient trop élevé et insupportable pour le contribuable, donc lorsque les prélèvements obligatoires sont déjà trop élevés, une nouvelle augmentation de l'impôt conduirait alors à une baisse des recettes de l'État, parce que les agents économiques seraient découragés et incités à moins travailler et à l'évasion fiscale.

a. L'hypothèse :

C'est une simplification de la réalité qui rend possible la formulation de théories compréhensibles et utilisables. L'hypothèse est donc une proposition que l'on se contente d'énoncer sans prendre position sur son caractère véridique, c'est-à-dire sans l'affirmer ou la nier. L'hypothèse principale, représente l'aboutissement logique de toute démarche d'investigation, ensuite elle sera confirmée ou infirmée.

Ex : l'analyse de la hausse des prix des produits agricoles on peut élaborer les hypothèses suivantes :

- L'augmentation des prix des produits agricoles serait due aux aléas climatiques ;
- L'augmentation des prix des produits agricoles est le résultat des hausses des prix d'intrants ;
- L'augmentation des prix des produits agricoles est le résultat de la dégradation des réseaux de distribution.

Ensuite, ces hypothèses et à travers une étude empirique seront vérifiées sur le terrain dans l'objectif de les rejeter ou de les confirmer.

b. Loi : est un raisonnement théorique mis en place pour la représentation des relations existantes entre les variables économiques, c'est-à-dire variables endogènes et variables exogènes ou (variables explicatives et variables à expliquer). Les lois sont fondées sur des hypothèses plus au moins contraignantes.

c. Les modèles

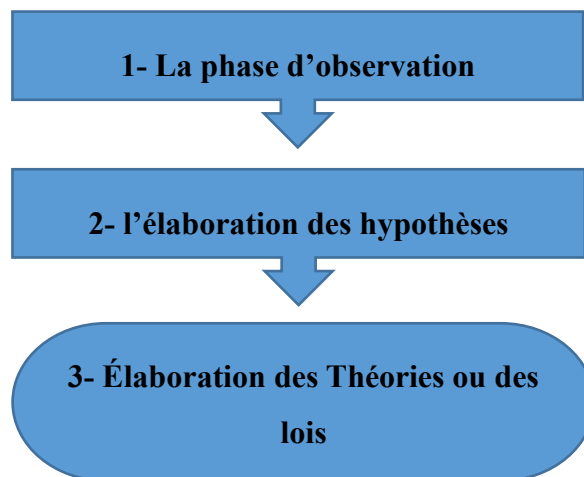
Les modèles = Hypothèses + lois

En économie, un modèle est représentation de la réalité économique ou d'une partie de celle-ci sous forme d'équations. Un modèle est constitué d'un ensemble de lois et d'hypothèse(s) qui offre une représentation théorique du fonctionnement de l'économie ou des phénomènes économiques.

On peut distinguer quatre types de modèles :

- **Les modèles descriptifs** : ils décrivent les phénomènes économiques réels tels qu'ils sont sans apporter des explications sur ses derniers ni d'autres préjugés sur l'évolution de ses phénomènes économiques.
- **Les modèles explicatifs** : ils se proposent d'expliquer les relations de cause à effet régulières qui se constatent entre les phénomènes économiques.
- **Les modèles prévisionnels** : à travers des analyses basées essentiellement sur une constance structurelle des phénomènes économiques, les économistes peuvent formuler des prévisions.
- **Les modèles décisionnels** : ils cherchent à envisager des actions à entreprendre dans l'objectif d'obtenir des résultats souhaités.

Pour élaborer des lois, l'économiste suit les démarches suivantes :

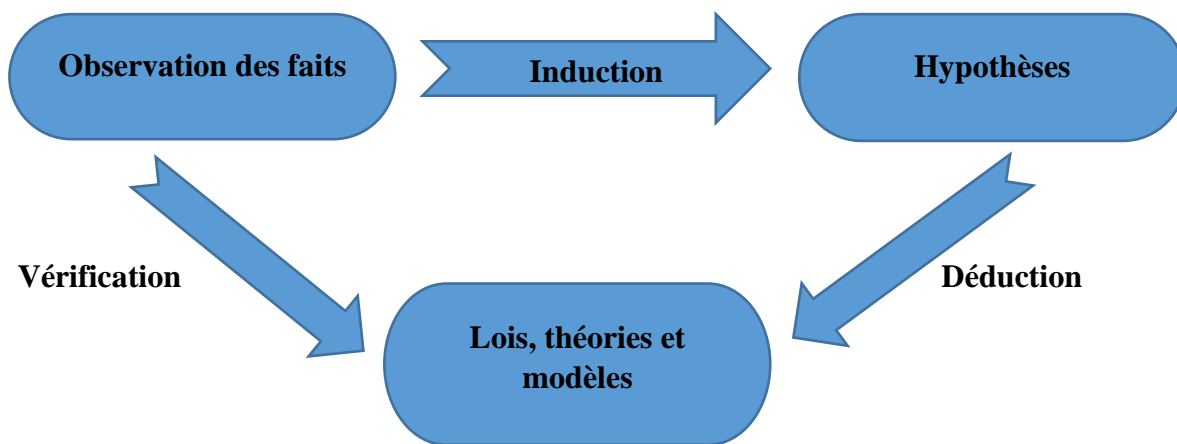


Donc l'observation à elle seule des phénomènes économiques ne conduit pas à une connaissance scientifique, car il faut élaborer des hypothèses ou des lois permettant d'expliquer la réalité. Le chercheur peut également être conduit à vérifier (confirmer ou infirmer) une hypothèse en l'appliquant à un cas d'observation.

3. démarche inductive et démarche déductive

- **La démarche inductive** : commence avec l'observation des phénomènes économiques et conduit à une hypothèse ou un modèle scientifique. Il s'agit donc d'une généralisation de ce qui a été observé sur quelques cas particuliers.
- **La démarche déductive** : pars de l'hypothèse pour l'appliquer à un cas d'observations. Le raisonnement déductif permet donc d'aboutir à des conclusions en partant des lois, des théories et des modèles pour les vérifier dans certains cas particuliers.

Schémas N°1 : *présentation de la méthode inductive et de la méthode déductive*



Source : réalisé par l'auteur

4. L'économie normative et l'économie positive

Les économistes distinguent couramment deux manières de pratiquer l'étude des phénomènes économiques, soit au point de vue positif, soit au point de vue normatif.

- Économie positive** : cette démarche vise à montrer le monde tel qu'il est. Cette analyse donc consiste à expliquer pourquoi les choses et les comportements sont ce qu'ils sont.
- Économie normative** : l'analyse consiste à définir ce que doivent être les choses et les comportements où en bref comment doit être le monde.

Encadré N°1 : les frontières entre la démarche positive et la démarche normative

La démarche positive rassemble des explications objectives ou scientifiques du fonctionnement de l'économie sans aucune prise de décisions pour changer les choses. Néanmoins, ces explications peuvent servir de support pour les hommes politiques (décideurs) de comprendre les phénomènes économiques et prendre des décisions adéquates pour faire corriger les problèmes économiques ou améliorer la vie sociale et économique. Dans ce sens ; on peut dire que le domaine économique est très lié avec le volet politique (économie politique).

5. Domaines de la science économique

La distinction macro et microéconomie est proposée dans les années 1930 par le norvégien **Ragnard Frisch** (Titulaire du premier prix Nobel en économie pour son rôle de pionnier en matière d'économétrie). Ainsi selon Frisch ; l'économie comme science sociale oppose deux conceptions étroitement liées : **INDIVIDUALISTES** (comportements individuels) et **HOLISTES** (comportements individuels s'inscrivent dans un contexte global). Par conséquent ; comprendre les actes individuels dans certains cas nécessite d'abord l'étude et la compréhension du contexte global.

Encadré N° 2 : L'Individualisme et l'holisme

L'individualisme méthodologique est une démarche d'analyse des phénomènes économiques et sociaux, cette méthode part du principe que les sujets étudiés peuvent être appréhendés à partir des comportements individuels. Tandis que le **l'holisme**, considère que les comportements individuels sont dictés par un contexte et un environnement global prédéterminé. Dans ce sens, la compréhension des comportements individuels passe d'abord l'étude du contexte global.

Dans ce fait, les phénomènes économiques peuvent être traités selon les domaines économiques suivant :

5.1. La microéconomie

Le terme microéconomie est utilisé pour désigner l'étude et l'analyse des comportements individuels des agents économiques tels que le consommateur et le producteur. En effet ; la microéconomie et avec l'utilisation des mathématiques décrit le fonctionnement de l'économie en partant du comportement de l'individu.

5.2. La macroéconomie

La macroéconomie est un mode d'analyse des phénomènes économiques à partir des grandeurs globales appelés agrégats. Ainsi, l'analyse macroéconomique s'intéresse à expliquer les relations existantes entre les différents agrégats macroéconomiques tels que produit national brut, l'investissement, l'épargne, la consommation, la balance des paiements le chômage...

La macroéconomie donne une vision d'ensemble et elle permet de prévoir les évolutions de l'environnement économique, social et politique, c'est dans ce sens que cette analyse est souvent utilisée par les gouvernements, les institutions internationales et des organismes privés pour mettre en place des politiques adéquates.

Contrairement à la microéconomie, qui se limite à l'étude de comportement de deux agents (entreprise et ménages) l'étude macroéconomique peut s'étendre sur tous les acteurs économiques du marché. Néanmoins ; il est impossible de séparer les comportements individuels de contexte économique global, car c'est l'ensemble des comportements individuels qui détermine le fonctionnement global d'une économie. Mais il y a une difficulté majeure à faire généraliser les conclusions microéconomiques à celles macroéconomiques. Cette difficulté s'appelle le problème du *no bridge* (pas de pont).

5.3. La mésoéconomie

Le terme **mésoéconomie** est plus récent que la macroéconomie et la microéconomie, il est proposé par **Stuart Holland** (1975). C'est une analyse qui se situe à un niveau intermédiaire entre microéconomie et macroéconomie, autrement dit, la mésoéconomie permet de prendre en considération de façon simultanée les deux niveaux d'analyse et elle considère les unités comme des éléments appartenant à une globalité qu'elles influencent.

La méso analyse se porte sur un secteur d'activité (ensemble des entreprises ayant le même type de produit comme activité principale), sur un produit d'une branche d'activité (ensemble des unités économiques produisant le même produit) ou sur une filière d'activité (retracer l'itinéraire d'un produit ainsi que tous les intervenants sur ce produit depuis l'amont jusqu'à l'aval).

6. Quelques questions de compréhension

- Qu'est-ce que l'économie ?
- Quel est l'objet de la science économique ?
- Pourquoi l'économie est considérée comme une science des choix efficaces ?
- Qu'est-ce qu'un besoin ?
- Que veut dire l'utilité ?
- Quelle est la différence entre un bien économique et un bien libre ?
 - Donner deux exemples de biens économiques.
- Pourquoi la science économique ne s'intéresse pas aux biens libres ?
- Que veut dire la richesse ?
- Quelle est la différence entre la démarche inductive et déductive ?
- Quelle est la différence entre la microéconomie et la macroéconomie ?

Conclusion

Dans ce premier chapitre, l'objectif était de cerner l'origine et la définition du mot « économie », de se familiariser avec des concepts de base utilisés souvent dans ce domaine et de comprendre l'objet de la science économique. Ainsi on peut dire que la science économique est une science humaine qui analyse les comportements des individus au sein d'une société dans leur lutte quotidienne contre le problème de la rareté. Dans ce sens, la science économique en s'appuyant sur une méthode propre à elle essaye d'apporter des explications aux phénomènes économiques et d'aider les agents économiques à satisfaire leurs besoins malgré les contraintes existantes, notamment la contrainte budgétaire.

Chapitre II

Les agents économiques et le circuit économique

Introduction

La comptabilité nationale renseigne sur l'existence de cinq agents économiques, ces agents économiques sont appelés « unités institutionnelles ». Ces unités sont regroupées en secteurs institutionnels, c'est-à-dire en unités présentant un comportement ou une activité économique semblable. Chacun de ces agents se distingue par un comportement économique différent des autres et avec cet acte économique il participe à la vie économique.

Section 1 : Les agents économiques

Un agent économique est une personne morale ou physique qui joue un rôle spécifique dans la scène économique. On regroupe ces agents économiques par leur activité principale pour les classer en cinq principaux secteurs institutionnels qui sont :

- Les entreprises,
- Les ménages,
- Les administrations,
- Les institutions financières,
- Le reste du monde.

1- Les entreprises

L'entreprise est une personne morale ou une entité juridique qui combine les facteurs du travail (capital, travail, matières premières) dans le but de produire des biens et services marchands c'est-à-dire qui seront vendus sur le marché dans le but de réaliser un maximum de profit. Ses recettes principales proviennent du chiffre d'affaires (le total de ses ventes) réalisées. Plusieurs méthodes sont avancées pour permettre ainsi une classification de ces entreprises.

1.1- Par son secteur économique

- Les entreprises de secteur primaire (entreprises agricoles, les mines, la pêches...)
- Les entreprises de secteur secondaire : (entreprises industrielles, bâtiments et travaux publics...)
- Les entreprises de secteur tertiaire : (services, commerce, hôtellerie...)
- Les entreprises de secteur quaternaire : (la communication et l'information...).

1.2. Par la taille

La taille d'entreprise se mesure par différents critères

A- Par le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires (la valeur des ventes réalisées par l'entreprise) peut servir de moyen pour déterminer la taille d'entreprise (grande, moyenne et petite entreprise).

B-Par l'effectif (le nombre d'employés)

Par exemple :

- très petite ;
- Petite entreprise ;
- Moyenne entreprise) ;
- Grande entreprise.

Encadré N° 1 : Classification des entreprises par taille selon la Commission européenne

Selon la définition de la Commission européenne, les entreprises sont classées comme :

- **Microentreprise** : Définis-en France par un chiffre d'affaires inférieur à 76300 euros pour celles réalisant des opérations d'achat-vente et à 27000 euros pour les autres.
- **Très petite entreprise (TPE)** : moins de 10 salariés avec soit un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions d'euros par an, soit un total bilan inférieur à 2 millions d'euros.
- **Petite entreprise (PE)** : entre 10 salariés et 49 salariés avec soit un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions d'euros par an, soit un total bilan inférieur à 10 millions d'euros.
- **Moyenne entreprise (ME)** : entre 50 salariés et 249 salariés avec soit un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros par an, soit un total bilan inférieur à 43 millions d'euros
- **Grande entreprise** : 250 salariés et plus ou à la fois un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 50 millions d'euros par an et un total bilan supérieur ou égal à 43 millions d'euros.
- **Groupe d'entreprises** : comporte une société mère et des filiales • entreprises étendues (ou en réseau, ou matriciel, ou virtuel) : comprends une entreprise pilote travaillant avec de nombreuses entreprises partenaires

Source : Commission européenne

1.3. Par sa structure juridique

C'est une existence légale de l'entreprise, on distingue dans cette rubrique :

- **Les entreprises privées** : elles sont les propriétés des personnes privées puisque les capitaux qui les composent appartiennent à un entrepreneur et la direction également assurées par des personnes privées). Par exemple : CEVITAL, DANONE,
- **Les entreprises publiques** : elles sont contrôlées par l'État puisque leurs capitaux appartiennent à l'État : SONATRACH, LA POSTE ...
- **Les entreprises mixtes** : c'est mis en place par une association entre les capitaux privés et publics.

Plusieurs appellations juridiques peuvent être ainsi distinguées : **SPA** (société par actions) ; **EURL** (société unipersonnelle à responsabilité limitée) ; **SARL** (société à responsabilité limitée) ...

2- Les ménages

Un ménage est l'ensemble des personnes qui habitent sous le même toit ou un groupe de personne partageant la même résidence principale, bien que ces personnes n'aient pas des liens de parenté entre elles. La fonction principale des ménages est la consommation des biens et des services obtenus essentiellement grâce à l'échange de leur force du travail. Un ménage ordinaire est composé du père, de la mère et leurs enfants, mais il existe d'autres formes comme les personnes célibataires, des veufs, les résidences universitaires, les hospices...

Les entreprises individuelles sont incluses également dans cette rubrique.

3- Les sociétés financières (SF)

Appelées également les établissements de crédit, ce sont essentiellement les banques et toutes les institutions financières comme les compagnies d'assurance et de courtage. Ainsi, ces établissements assurent le financement de l'économie à travers leurs activités qui consiste à offrir des services financiers (assurer l'émission de moyens de paiement, de placement, de financement et à collecter l'épargne des autres agents).

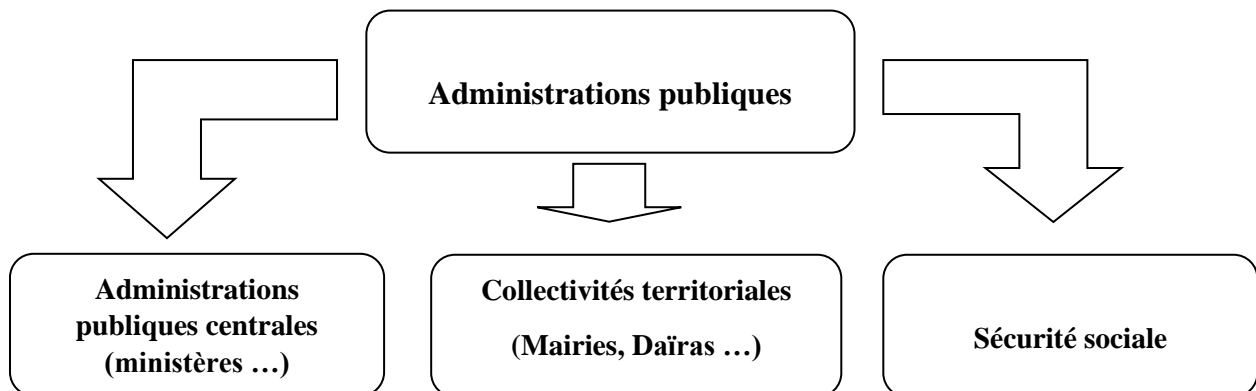
Le revenu de ces établissements est constitué de la différence entre les intérêts versés sur les placements (pour les épargnants) et les intérêts reçus des emprunteurs (demandeurs de financement), ces commissions permettent la continuité de l'activité bancaire.

Donc cet agent économique joue un rôle d'intermédiaire entre les agents disposant d'un excédent budgétaire et agents ayant un besoin de financement

4. Les administrations publiques

L'administration publique est composée d'unités institutionnelles dont la fonction principale est de fournir des services non marchands, c'est-à-dire des organisations qui rendent des services sans rechercher de profit. Les administrations publiques tirent la plus grande partie de leurs ressources proviennent des prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales et taxes).

Le secteur des administrations publiques se compose des administrations publiques centrales, des collectivités territoriales et des administrations de sécurité sociale.



Mise au point :

On peut citer également les administrations privées comme un acteur possédant une activité économique, ces dernières sont des organismes à but non lucratif qui produisent des services non marchands destinés à des groupes particuliers de personnes. Parmi ces organismes on peut citer les associations, les partis politiques et les syndicats. Les ressources des associations proviennent de dons volontaires ou des cotisations de leurs membres ou des subventions de l'État dans le cadre d'utilité publique.

5. le reste du monde

Le reste du monde (RDM) appelé également l'étranger ou l'extérieur, est une expression économique qui désigne l'ensemble d'agents économiques non-résidents, on parle ici d'un acteur économique fictif qui permet de mettre en évidence l'existence d'échanges de biens de services, d'information et monétaires avec l'étranger.

Les échanges de biens et services entre l'économie nationale et le reste du monde sont appelés les importations et les exportations correspondent

6- Ressources principales et emplois des agents économiques

Les agents économiques	Principales ressources	Emplois
Ménage	1 - Salaire 2- Revenus tirés des activités pour les entreprises individuelles 3 - Revenus de la propriété 4- Transferts sociaux	Achat des biens et services pour la Consommation
Entreprises	Chiffre d'affaires	Coûts de production
Institutions financières	Intérêts reçus des demandeurs de financement	Intérêts versés aux épargnants
Administrations publiques	Impôts, taxes et cotisations sociales	Services non marchands
RDM	Importations / Exportations	

Section 2 : Le circuit économique

Les interdépendances entre agents économiques poussent les économistes à une représentation du fonctionnement de l'économie sous forme d'un schéma appelé « Circuit » qui permet de faire illustrer les échanges et les relations économiques entre les différents agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques, institutions financières, extérieur). Ainsi donc, les agents économiques sont tous en relation les uns avec les autres. Par exemple, les ménages ont des relations avec les entreprises, les banques, les administrations, eux-mêmes en relations réciproques.

Le **circuit économique** est donc la représentation schématique des **flux économiques** qui s'établissent entre les agents économiques.

Exemple : Dans une économie simplifiée composée d'agents qui produisent (les entreprises) et d'agents qui consomment (les ménages), on peut schématiser la circulation entre eux de la façon suivante : Les ménages fournissent aux entreprises la force du travail en contrepartie les entreprises offre des salaires pour les ménages.

Ainsi, **le travail** et **les salaires** sont considérés comme des **flux économiques** entre ces deux agents.

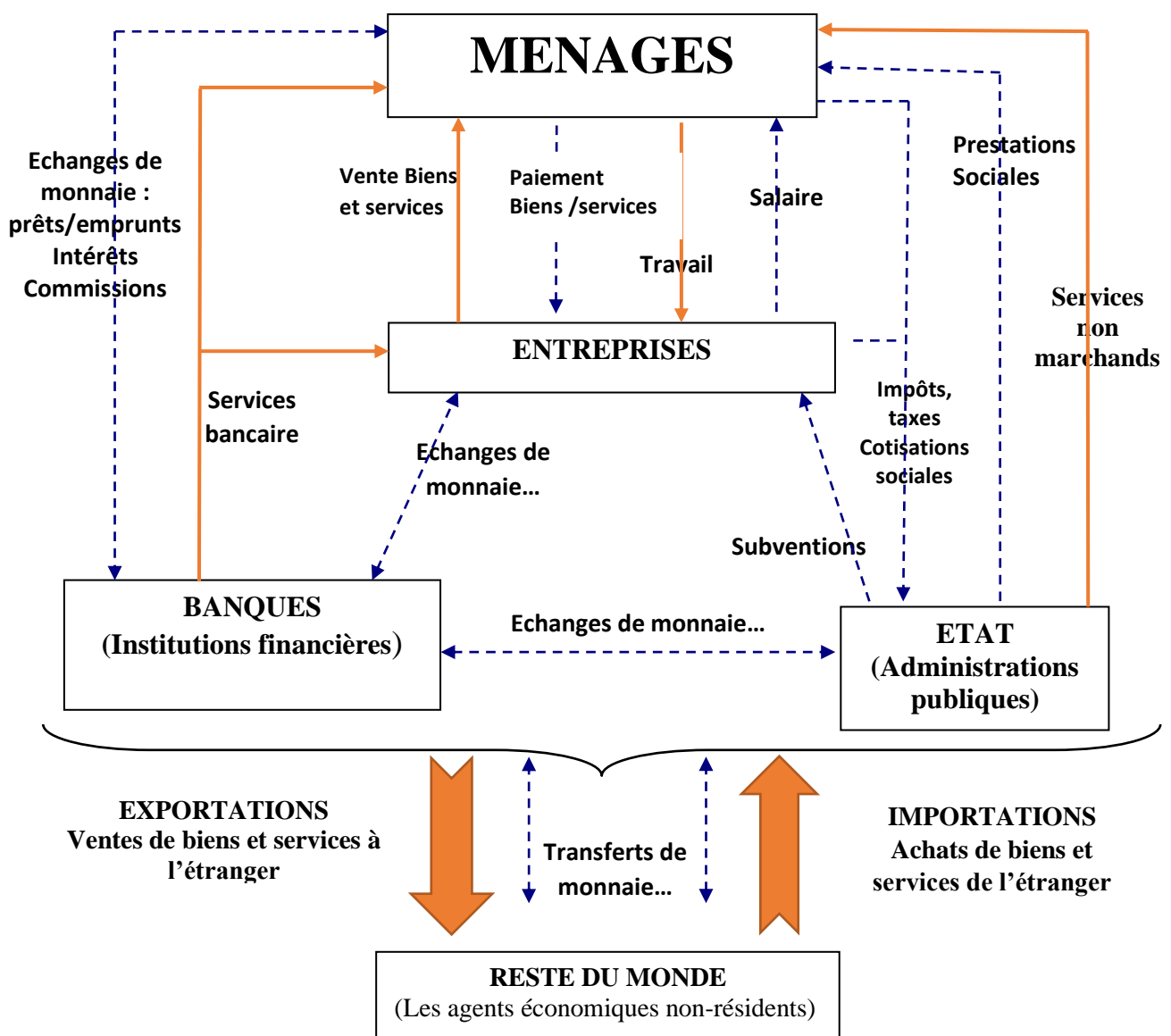
A- Les flux économiques

Les échanges effectués par les agents économiques sont appelés les flux économiques, ils représentent les mouvements de biens et services et les mouvements de monnaie entre les différents agents économiques.

- **les flux réels (physiques)** : représentent les mouvements de biens et services comme le travail et la prestation des services...
- **les flux monétaires (financiers)** : représentent les mouvements de la monnaie comme les salaires, les paiements et les versements....

La représentation d'une économie par un circuit a pour objectif de donner une image simplifiée de la réalité économique et elle nous permet de comprendre les flux économiques permanents : les marchandises, les services et le travail (flux réels) dans un sens, moyens de paiement (monnaie, crédit, finance) dans l'autre sens.

Schéma : Représentation simplifiée d'un circuit économique



Légende :

- > Flux réel : Echanges de biens et services
- - -> Flux monétaire : Echanges monétaires

Question de compréhension sur les agents économiques

- Pourquoi les différents acteurs économiques sont-ils interdépendants ?
- Qu'est-ce que un bien marchand ?
- Quelles sont les relations entre les institutions financières et les entreprises?
- À quoi sert une banque ?
- Qu'est-ce qu'une entreprise ?

- Exrcice d'application

Mettez une croix « X » dans la case correspondant

	Ménages	Entreprises	Sociétés financières	Administration publique	Étranger
Un Étudiant					
Un joueur au « Réal Madrid »					
Croissant rouge Algérien					
SONATRACH					
Parti politique					
Un coiffeur					
La caisse nationale des assurances « CNAS »					
Un artisan					
Un kiosque					
L'université de Bejaia					
Banque d'Algérie					

Conclusion

La scène économique est animée par des agents économiques, chaque agent économique à un rôle bien déterminé et pour cela il doit mobiliser les ressources disponibles pour lutter contre la r et satisfaire ses besoins économiques.

Ces agents économiques sont interdépendants. En effet, ils établissent des échanges entre eux, ces échanges nommés les flux économiques peuvent être représentés par un circuit économique.

Chapitre III

Les activités économiques

Introduction

La scène économique est animée par un ensemble d'activités économiques, ces dernières sont l'œuvre des agents économiques pour satisfaire leurs besoins. L'objet de ce chapitre est de présenter les différentes activités économiques.

1. La production

La production est activité socialement organisée, exercée généralement par l'entreprise qui consiste à la mobilisation et à la combinaison des facteurs de production (capital, travail), pour produire et fournir des biens et des services destinés à satisfaire les besoins individuels et collectifs.

1.1- Les facteurs de production

A- La Nature, la Terre : elles sont des ressources limitées et dont l'épuisement est probable (Ressources naturelles, Matières premières...)

B- le travail (la main-d'œuvre et les ressources humaines)

C- Le capital :

- **Capital physique** (biens matériels de production)

- **incorporel ou immatériel** : Ressources techniques et commerciales, brevets, logiciels.

Cependant les facteurs les plus importants sont le travail et le capital

1. 2- Mesure de la production :

La valeur de la production réalisée au cours d'une année peut être mesurée le **PIB** (Produit Intérieur Brut) et le **PNB** (Produit National Brut).

A. Le PIB : (Produit Intérieur Brut)

Le PIB est un indicateur économique qui permet de mesurer la production économique intérieure réalisée par un pays. Donc, le PIB mesure la valeur de tous les biens et services (richesses) produits par les résidents dans un pays sur une année.

PIB = Valeurs ajoutées réalisées par les résidents + TVA + Droit de douane sur les produits importés – Subvention à l'importation

La Valeur ajoutée = la valeur de la production vendue – la consommation intermédiaire

B. Le PNB (Produit National Brut)

Contrairement au produit intérieur brut (PIB), qui mesure la valeur ajoutée produite par l'ensemble des personnes résidant sur un territoire précis, le PNB est calculé à base des richesses créées par les ressortissants d'un pays, indépendamment de leur lieu de résidence.

$$\text{Le PNB} = \text{PIB} + \text{Revenus reçus du reste du monde} - \text{Revenus versés au reste du monde}$$

2. La consommation

La consommation est l'opération économique consistant à acquérir les biens destinés à être détruits immédiatement ou progressivement à travers leur utilisation. On distingue :

La consommation intermédiaire : représente les biens et services totalement transformés ou détruits au cours du processus de production pour produire des biens plus sophistiqués. (Exemple : Des planches pour produire une table).

La consommation finale : lorsque l'acquisition (l'achat) des biens et services est destinée à satisfaire directement les besoins des ménages. (Exemple : boire une boisson)

2.1-Les facteurs qui agissent sur la consommation

Plusieurs facteurs influencent négativement au positivement sur le niveau de la consommation, parmi ces derniers on peut citer :

- **Le revenu disponible :** il correspond au pouvoir d'achat des ménages, c'est-à-dire à la quantité de biens et de services qu'un ménage peut acquérir avec son revenu.
- **Les prix (inflation/déflation) :** le taux d'inflation détermine le pouvoir d'achat. En effet, la baisse des niveaux des prix permet un large accès aux biens et aux services proposés sur le marché.
- **Le taux de change :** une monnaie nationale forte est synonyme d'un pouvoir d'achat important, ce qui pousse les résidents d'un pays à demander plus de biens sur le marché international.
- **Le taux de chômage :** un taux de chômage important influence négativement le pouvoir d'achat et la demande et vers versa.
- **La communication et la publicité (marketing) :** dans le monde d'aujourd'hui la publicité, la politique de marketing joue un rôle important pour attirer le consommateur à demander un bien ou un service.

- **Les taux d'intérêt :** un taux d'intérêt plus conséquent pousse les agents économiques à préférer d'épargner plus aujourd'hui pour consommer plus demain.
- **L'effet d'imitation :** déterminer ses achats des biens et services en fonction de l'exemple donné par les consommateurs appartenant à une catégorie sociale qu'on considère supérieure à la sienne ou par une personne qu'on considère comme étant un leader, un modèle ou un exemple à suivre.
- **Les goûts, les envies, la culture, etc. :** les facteurs sociologiques, culturels influencent également la consommation d'un certain nombre de produits. (Exemple : la viande de porc est interdite par la religion musulmane).

2.2. La fonction de consommation keynésienne

Les individus partagent leur revenu entre consommation et épargne. Selon Keynes, lorsque le revenu augmente, la consommation augmente, mais avec des proportions moins importantes, parce que les ménages épargnent une partie plus importante de leur revenu au fur et à mesure que celui-ci s'accroît.

$$C = C_0 + cY$$

Y : C'est le revenu

c : C'est la propension marginale à consommer comprise entre 0 et 1. ($0 < c < 1$)

C₀ : C'est la consommation autonome qui ne dépend pas du revenu.

3. L'échange

C'est un mode de circulation de biens et de services impliquant une évaluation, une négociation, un accord entre deux volontés (l'acheteur et le vendeur) et un transfert entre les deux parties.

L'échange des biens et de services s'est d'abord déroulé sous forme de troc, ce mode de paiement a laissé place à la monnaie comme un moyen d'échange dans nos sociétés modernes.

3.1. Le marché

C'est le lieu de rencontre réel ou fictif, de l'offre et de la demande des agents. Sur ce marché se fixe un prix qui permet la transaction.

Les économistes distinguent plusieurs marchés :

Le marché des biens et services : il met en relation l'offre des entreprises et la demande des ménages en fixant le prix des biens et des services.

Le marché du travail : qui met en relation les entreprises qui offrent des emplois et les ménages demandeurs d'emploi, ce marché va fixer le salaire.

Le marché des capitaux : qui met en relation les offres de financement et les demandes de financement (ex banques et besoins d'investissements des entreprises).

3.2. La monnaie

C'est un instrument de paiement spécifique est acceptée de façon générale par les membres d'une communauté permettant le règlement des achats, d'une prestation ou d'une dette. La valeur de cette dernière est déterminée par la confiance de ses utilisateurs. La monnaie a pris au cours de l'histoire de diverses formes (**voir l'encadré 3.1**)

Encadré 3.1 : Les formes de la monnaie

Les formes de la monnaie

La monnaie marchandise : Représente les types de marchandises dont la valeur est reconnue par tous (sel, sucre, bœufs, thé, esclaves...)

La monnaie métallique : L'or, l'argent et le bronze sont souvent utilisés pour fabriquer des pièces utilisées dans les échanges économiques.

La monnaie divisionnaire : La monnaie divisionnaire est l'ensemble de pièces métalliques utilisées souvent dans les petits achats.

La monnaie fiduciaire : Les billets sont émis par la Banque centrale, la valeur de ces billets repose sur la confiance de toute la société.

La monnaie scripturale : Cette monnaie est constituée de dépôts à vue dans les comptes courants banques, elle peut à tout moment être transformée en pièces ou billets de banque par une simple signature (chèques)

La monnaie électronique : c'est le mode de paiement le plus utilisé dans les sociétés modernes, il concerne l'utilisation des cartes de paiement qui permettent les retraits d'argent dans les guichets automatiques et les paiements des achats des biens et de services chez les commerçants.

Les échanges extérieurs : constitués d'exportations et d'importations

- Les exportations de biens et de services sont des opérations (ventes, troc, dons ou transferts) par lesquelles des agents résidents fournissent des biens et des services à des non-résidents.

- Les importations de biens et de services sont des opérations (achats, troc, dons ou transferts) par lesquelles des non-résidents fournissent des biens et des services à des résidents.

4. La répartition

Les valeurs ajoutées engendrées par la production sont réparties entre les agents qui y contribuent par leur travail ou par leur apport en capital. Néanmoins d'autres agents qui ne produisent pas de valeurs ajoutées peuvent bénéficier de ces dernières à travers l'intervention de l'État (la redistribution des revenus).

On distingue donc deux formes de répartition des richesses :

4.1. La répartition primaire

La répartition primaire des revenus est celle qui résulte du partage des valeurs ajoutées entre les agents économiques ayant directement participé à la production, ces agents économiques récoltent le fruit de leur effort en apportant les facteurs de production. On dit également le partage entre salaire et profit, les deux bénéficiaires principaux de la répartition primaire sont les ménages et les entreprises.

4.2. La répartition secondaire (la redistribution)

C'est l'intervention de l'État pour corriger les inégalités engendrées par la première distribution des revenus. En effet, l'État intervient à travers les prélèvements obligatoires sur les revenus issus de première distribution pour le versement de prestations économiques et sociales, et couvrir ainsi, les besoins des personnes défavorisées ou exclues par la première distribution (exemple : subventions, allocations chômage...). Cette redistribution vise à être porteuse d'une stratégie de réduction des inégalités et à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Remarque : le salaire est une somme d'argent qui est versée en contrepartie d'un travail fourni, mais le revenu c'est toutes les rentrées d'argent possibles (revenu de propriété, revenu de capital et revenu de travail et revenu mixte)

4.3. Les objectifs de la redistribution

La puissance publique (l'Etat) cherche à travers la fonction de la redistribution de réduire les inégalités économiques et sociales entre les membres de la même société :

- Les objectifs économiques : La consommation est l'un des moteurs de la croissance économique. Dans ce sens, l'Etat vise donc à affecter le niveau de la consommation des ménages à travers son intervention.

En cas, d'un ralentissement d'activité économique l'Etat peut intervenir pour soutenir la demande globale, à l'inverse l'Etat pour réduire les revenus disponibles durant les périodes de surchauffe économiques.

- Les objectifs sociaux : à travers la lutte contre les inégalités des revenus, l'Etat cherche à garantir la cohésion sociale et à maintenir à un niveau jugé supportable par l'ensemble de la population. En plus, l'offre des services publics, permet d'améliorer le niveau de vie des citoyens et de lutter contre l'exclusion sociale (éducation, formation, vaccination, infrastructures de base ...)

5. L'épargne

C'est l'excédent du revenu disponible non consommée immédiatement. Elle joue un rôle important dans les économies modernes en permettant de financer les investissements.

L'épargne individuelle ou collective peut être mesurée par la formule suivante :

$$\text{Épargne} = \text{Revenu} - \text{Consommation}$$

Quant au taux d'épargne, il indique le rapport entre l'épargne et le revenu disponible

$$\text{Taux d'épargne} = \text{épargne} / \text{revenu disponible} * 100$$

Les motifs de l'épargne sont :

- Prévoir un achat important (ex. logement, terrain...);
- Investissement (ex : création d'entreprises...);
- Faire face à un événement imprévu ou à des aléas de la vie (ex : maladie, accident, chômage);
- Avoir un rendement, améliorer ses revenus (taux d'intérêt, dividendes).

6. L'investissement

6.1. Définition de l'investissement :

Il représente ou formation brute de capital fixe FBCF, c'est les dépenses engagées par l'entreprise pour améliorer ses capacités de production, mais également il peut avoir des objectifs sociaux ou stratégiques. Elle constitue l'un des principaux moteurs économiques qui permettent, le développement du progrès technique, la création d'emplois et des richesses.

L'investissement peut revêtir deux formes :

- **Amortissement ou investissement de remplacement** : c'est-à-dire remplacer des machines usées ou anciennes,
- **Investissement net** : c'est une forme d'investissement destinée à acquérir de nouvelles machines en plus de celles déjà existantes dans le but d'améliorer la capacité productive de l'entreprise.

Investissement brut = Investissement net + l'amortissement (investissement de remplacement)

Remarque

L'activité de l'investissement peut être réalisée par plusieurs agents économiques.

- **Les entreprises** : c'est le moteur de l'économie, dans le monde actuel puisque la fonction principale de ces dernières, c'est la production des biens et services marchands. Ces entreprises qu'elles soient publiques, privées ou mixtes visent à accroître leurs productions et leurs productivités pour atteindre des objectifs bien tracés comme : accroître ses bénéfices, pénétrer des nouveaux marchés, écraser la concurrence (fusion des entreprises, achats des actions des entreprises concurrentes).
- **Les ménages** : dans l'objectif d'améliorer leurs revenus, les ménages investissent, soit à travers les entreprises individuelles qui sont classées dans ce secteur institutionnel, soit à travers les ménages ordinaires par l'acquisition des biens immobiliers ou d'actions dans les entreprises.
- **L'Etat** : à travers les dépenses en capital, appelées également les dépenses d'investissement, l'Etat peut construire des infrastructures (universités, barrages, routes, écoles, hôpitaux, ports, aéroports ...). Ces investissements visent à améliorer le bien-être quotidien du citoyen et préparer à travers ces infrastructures de base un environnement favorable et propice pour accroître l'investissement privé (local ou étranger).

- **Les institutions financières** : à travers l'ouverture de nouvelles agences et à travers également la proposition de nouveaux produits financiers pour les clients, les institutions financières investissent dans leur domaine d'activités, ces investissements visent à toucher plus de clientèle (accroître le marché) et améliorer à travers ces actions leurs bénéfices.

6.2. Le taux d'investissement

Le taux d'investissement est le rapport entre la valeur des investissements réalisés et le revenu disponible, il est calculé par la formule suivante :

$$\text{Taux d'investissement} = \frac{\text{la valeur des investissements}}{\text{le revenu disponible}} * 100$$

Au niveau macroéconomique (pays ou région) le taux d'investissement égale à

$$\text{Taux d'investissement} = \frac{\text{formation brute des capitaux fixes (FCBC)}}{\text{le produit national brut (PIB)}} * 100$$

Remarque :

En comptabilité nationale, le **FCBC** ou la formation brute des capitaux fixes, est l'agrégat qui mesure, l'acquisition de biens de production ou l'investissement en capital fixe des différents agents économiques résidents.

$$\text{Formation brute des capitaux fixes (FCBC)} = \text{Investissement des entreprises} + \text{investissements publics} + \text{acquisitions en biens immobiliers des ménages}$$

6.3. Les formes d'investissement

L'investissement peut prendre de diverses formes parmi ces dernières on distingue :

A- Les investissements immatériels ou incorporels : c'est l'investissement dans les facteurs de production invisibles comme les logiciels, les brevets, la formation du personnel, la recherche et développement, la publicité, la politique du marketing et de communication...

Ces investissements peuvent jouer un grand rôle dans l'amélioration de la production et de la productivité dans l'entreprise.

B- Les investissements matériels : c'est l'acquisition de terrains, de bâtiments, de machines, de véhicules...

Ces investissements matériels se composent :

- **les investissements de remplacement :** remplacer les équipements et le matériel (machines) usés ;
- **les investissements de capacité :** (ou d'extension) acheter des biens de production supplémentaires avec une technologie identique et équivalente à celle déjà existante permettant d'accroître la capacité de production.
- **Les investissements de productivité :** (de modernisation ou de rationalité) qui permettent d'intégrer les progrès techniques et rendre production plus efficace. C'est-à-dire ; acquérir de nouveaux matériels sophistiqués. (remplacer les anciennes machines par de nouvelles machines plus performantes et plus productives)

6.4. Les déterminants de l'investissement

Plusieurs facteurs peuvent jouer en faveur ou en défaveur de la décision d'investir par les décideurs, les hommes d'affaires et les entreprises.

- **La demande anticipée :** appelée également la demande effective par **J.M .Keynes**. L'entreprise après l'étude de marché anticipe une augmentation de la demande de ses produits, elle sera conduite à investir davantage pour satisfaire cette demande supplémentaire envisagée.

Il semble admis donc par les économistes qu'en période de faible croissance ou de récession, les entreprises jouent la carte de prudence et elles ne cherchent pas à augmenter leurs capacités de production. Mais dans le cas d'une période de croissance soutenue, les entreprises sont incitées à investir pour profiter de la hausse de la demande exprimée.

La relation établie est la suivante :

Croissance de la demande prévue ➡ la croissance d'investissement des entreprises

- **La rentabilité** : L'entreprise, comptabilise les profits futurs envisagés que va lui procurer le nouvel investissement envisagé, elle compare ensuite ce taux de rentabilité avec le taux d'intérêt de l'emprunt. Lorsque ce dernier est faible, l'entreprise a un avantage à emprunter pour investir, car la rentabilité de l'investissement sera supérieure au remboursement de l'emprunt et de ses intérêts et vers versa.
- **La situation financière de l'entreprise** : une entreprise disposant de fonds propres ou de cash-flow importants sera incitée à investir ;
- **Le coût des facteurs de production** : Si le coût des facteurs de production (matières premières, capital et travail) est faible, l'entreprise sera incitée à investir davantage ;
- **Les facteurs politiques** : des dispositions législatives plus favorables aux entreprises (plus de flexibilité, moins de contraintes ...) favorisent le climat des affaires et encouragent les entreprises à investir davantage. En plus, la stabilité politique également influence sensiblement la décision d'investir.
- **Le taux d'utilisation des capacités productives** : Si les machines fonctionnent à plein régime, l'entreprise sera incitée à investir pour répondre à toute augmentation de la demande de la part de sa clientèle (acheter de nouvelles machines).

6.5. Financement d'investissement

Plusieurs sources de financement d'investissement peuvent être signalées :

- **Les crédits bancaires** : les entreprises peuvent constituer un dossier et formuler une demande de financement de leurs activités par le secteur bancaire.
- **L'autofinancement** : une entreprise en situation d'aisance financière peut utiliser ses « cash-flow » ou une partie de ses bénéfices précédents pour financer ses investissements sans demander des crédits à une tierce personne.
- **Les aides de l'État** : pour encourager l'investissement, notamment dans certains secteurs d'activités ou certaines régions répulsives, l'État intervient pour encourager l'investissement (aides directes, subventions, concessions des terrains et de fonciers, réduction d'impôts, encadrement de crédits....)

- **Ventes d'actifs financiers** : l'entreprise peut vendre une partie de son capital sous forme d'action et d'obligation pour avoir plus de liquidités afin de couvrir ses besoins en financement.
- **Investissements directs étrangers** : la source de financement des investissements peut venir de l'extérieur à travers les investissements directs étrangers.

7. Questions de compréhensions sur les activités économiques

- En quoi consiste la répartition secondaire ?
- Entre quels agents les richesses créées dans une économie sont-elles réparties ?
- Quels sont les objectifs de la redistribution ?
- L'Etat joue-t-il un rôle dans la répartition primaire des revenus ?
- Comment la demande influence-t-elle les investissements ?
- Quels sont les facteurs qui influencent la consommation des ménages ?
- Est-ce que les ménages peuvent consommer plus que leurs salaires ?
- Quels sont les facteurs qui poussent les entreprises à investir ?
- Pourquoi l'État procède-t-il à une deuxième répartition des revenus ?
- Qui détermine la valeur des biens ?
- quelle est la relation entre les taux d'intérêt et l'investissement ?

Conclusion

Chaque activité économique soulignée dans ce chapitre joue un rôle important dans l'économie d'une société, les activités économiques sont généralement complémentaires et interdépendantes entre elles, et chaque activité influence d'une façon ou d'une autre sur les autres activités.

Chapitre IV

Les systèmes économiques

Introduction

Dans chaque société, les agents économiques s'organisent pour produire, consommer, répartir et échanger les valeurs ajoutées produites. Dans ce sens, un système économique est un schéma d'organisation sociétale de la production, la distribution et la consommation des biens et services dans une société. Après la Deuxième Guerre mondiale, on a assisté au développement de deux systèmes rivaux qui sont le capitalisme et le socialisme.

L'objet de ce chapitre est de présenter ces deux systèmes, de voir leurs caractéristiques, leurs principes et les idées qu'ils véhiculent. Ensuite nous allons établir une comparaison entre ces deux systèmes économiques.

Section 1 : le système capitaliste

Le système capitaliste est un Système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échanges, le capitalisme est caractérisé par la recherche permanente de profit afin d'accumuler le maximum du capital et l'offre et la demande fixent librement les prix sur les marchés.

1- Genèse et développement du système capitaliste

- Première étape (le capitalisme commercial)

D'après les historiens, les pratiques capitalistes existaient déjà en moyen-âge malgré la dominance de féodalisme. En effet, bien que les sociétés antiques et médiévales et malgré que, le droit de propriété n'était pas étendu à toutes les catégories d'individus, les marchands amassent des richesses et des fortunes considérables grâce au développement des échanges avec l'orient. Dans cette époque médiévale troublée, les grands marchands prennent des risques et ils adoptent des méthodes de gestion capitalistes, ils se fournissent en matières premières en Europe et en Orient et ils règlent leurs paiements par lettres de change, moins risqués que le transport de métaux précieux. Ces capitalistes s'enrichissent si bien qu'ils étendent leur domination économique sur l'ensemble de l'Occident chrétien et commencent à influencer le monde politique, le commerce est devenu alors une nouvelle source de la richesse à côté de l'agriculture.

Le recul de la religion dans la vie économique et la levée de la condamnation de l'intérêt dans le cadre de la réforme protestante a permis le mouvement des capitaux et le développement de certaines activités financières comme les banques et les assurances des navires, ces pratiques qui vont participer à l'apparition de capitalisme financier. Par ailleurs, la découverte de

l'Amérique et l'intensification des mouvements colonialistes ont favorisé la propagation des pratiques capitalistes sur d'autres continents.

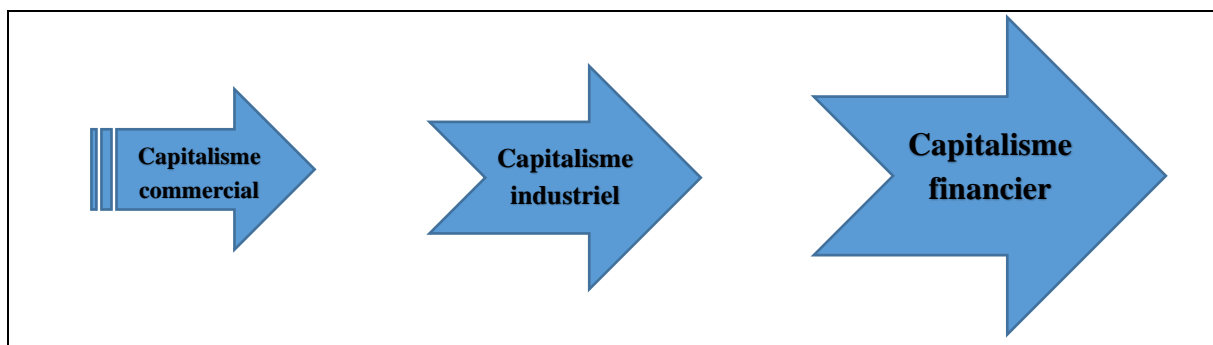
- **Deuxième étape le (capitalisme industriel)**

Avec la révolution industrielle durant le 18e siècle et les formes de propriété privée des moyens de production et de salariat qui se développent durant cette période, les capitalistes commencent à s'intéresser à l'activité industrielle, l'industrie alors se développe rapidement et constitue une nouvelle source de la richesse. Le triomphe du capitalisme industriel a transformé une société traditionnelle, rurale et agricole, en une société urbaine et industrielle. Les changements dans le monde politique notamment avec le droit à la propriété et la législation qui favorise de plus en plus la classe de la bourgeoisie montante ont conduit au développement de ce système.

- **Troisième étape (le capitalisme financier)**

Le capitalisme s'est amplifié, grâce notamment à la mondialisation économique et à la chute du bloc de l'Est et avec lui régimes communistes d'Asie et du reste du monde, le capitalisme financier a pris de l'ampleur avec le développement des marchés financiers (bourses, banques, assurances), la multiplication des produits financiers, les libertés individuelles et le développement des nouvelles technologies (moyens de télécommunication). En effet, la combinaison de ces facteurs a favorisé l'emprise de système capitaliste sur l'économie mondiale.

Schéma N°1 : Phases de développement de système capitaliste



2- Les fondements de l'économie capitaliste

Le développement du système capitaliste est lié à des fondements économiques, juridiques, idéologiques et scientifiques.

2.1 - la reconnaissance du Droit de propriété

Le système capitaliste repose principalement sur la reconnaissance du Droit de propriété des moyens de production (machines, usines, terrains, immeubles...). Dans cette perspective, l'activité économique est basée sur le salariat, c'est-à-dire le capitaliste embauche des ouvriers, ces derniers fournissent une force de travail pour fabriquer des biens et des services en contrepartie d'un salaire.

2.2 - la liberté économique

La liberté économique suppose à la fois :

- La liberté d'entreprise, le capitaliste peut prendre des risques à l'importe quel moment pour créer une entreprise destinée à produire des biens et service marchands, il lui suffit donc de rassembler les capitaux nécessaires pour monter son investissement.
- La liberté d'échange, c'est-à-dire que toutes les personnes ont le droit d'acheter, de stocker et de vendre des biens et des services (soit pour son usage privé, soit afin de réaliser un profit). Le marché (l'offre et la demande) est le seul arbitre qui fixe les prix et les quantités à échanger, ce mécanisme de régulation par le marché, suppose l'absence d'intervention de l'État.

2.3 - l'esprit capitaliste ou l'esprit d'entreprise

La recherche du profit devient une finalité essentielle pour le capitaliste. Dans ce sens, les profits réalisés sont aussitôt réinvestis sous forme d'achats de biens d'équipements (accumulation du capital). Ceci permettra d'une part d'accroître les capacités productives et de moderniser les équipements de l'entreprise, et d'autre part d'accroître les ventes (donc d'accroître le profit). Si par hasard, le profit n'est pas réinvesti, il sera gaspillé dans l'achat des biens de consommation de luxe, ce qui va réduire les profits. Le système capitaliste entre donc dans un cercle vicieux sans issue, dans lequel toutes les richesses sont réinvestit automatiquement dans le processus productif avec, l'achat des biens d'équipement, des usines, des biens immobiliers ou l'acquisition d'actions et des titres...

2.4 - La recherche continue du progrès

On associe généralement, les débuts du capitalisme aux grandes inventions de révolution industrielle, l'essor de ce système est lié à sa capacité permanente à s'appuyer sur les nouvelles inventions et le progrès technique et scientifique. Ainsi la recherche

permanente de profit a poussé le capitaliste moderne à utiliser de plus en plus la technologie et à financer le recherche et développement.

3- Les critiques du capitalisme

3.1- la plus –value

Une plus-value (ou gain en capital) est la différence entre la valeur de l'effort fourni par l'ouvrier et le salaire reçu en contrepartie de cet effort (**Voir le schéma 2**). En effet, pour obtenir le maximum de profit le capitaliste exploite les ouvriers au maximum, cette exploitation peut prendre deux formes :

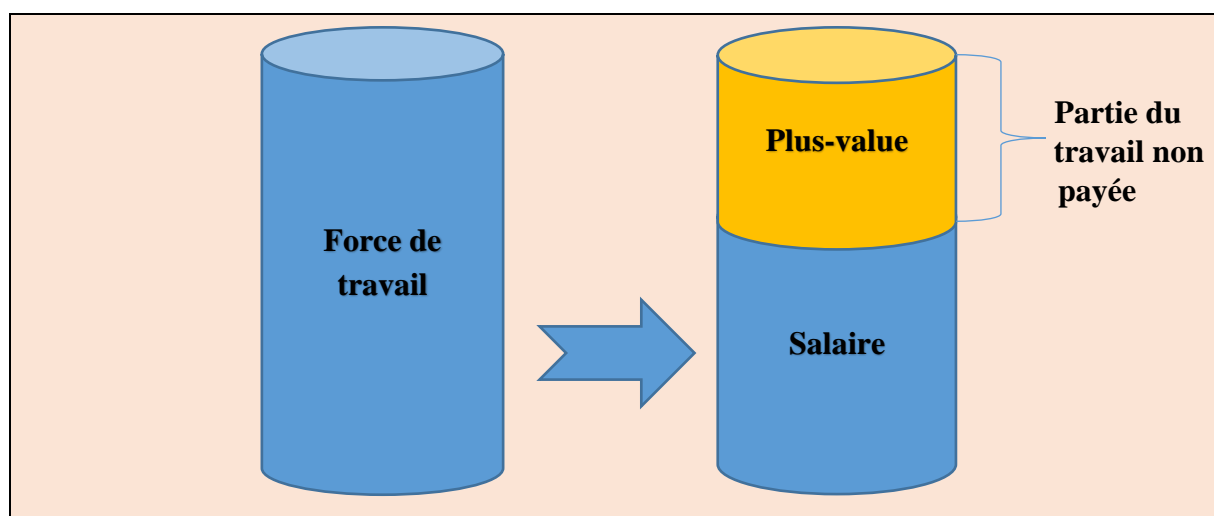
- Le prolongement de la journée de travail. **Exemple** : la valeur de la force de travail pour une journée est de 8 heures de travail moyen, correspondant à une valeur monétaire des marchandises nécessaires au travailleur de 1000 dinars algériens. Mais le capitaliste exige une journée de travail de 10 Heures et avec le même salaire de 1000 dinars.

La différence $10 - 8 = 2$ heures, constitue une plus-value pour capitaliste.

- L'accroissement de l'intensité et de la productivité du travail sans augmentation proportionnelle des salaires. **Exemple** : la productivité moyenne d'un ouvrier est de 6 unités d'un produit « X » par jour, le capitaliste exige alors de ces employés de produire 8 unités de produit « X » par journée de travail pour chaque ouvrier.

La différence $8 - 6 = 2$ unités supplémentaires produites constituent une plus-value.

Schéma 2 : Schéma explicatif de la « plus-value ».



3.2- les inégalités des revenus

Le capitalisme est caractérisé par les inégalités des revenus dans la société, ces inégalités reflètent la disparité existant entre les revenus des capitalistes « riches » et ceux des prolétariats « pauvres ». Cette disparité des revenus est observée sous deux angles :

- À l'échelle mondiale, et sous l'effet de la globalisation financière, les inégalités se sont accrues dans la plupart des pays depuis les années 1980, l'écart de revenus entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres est très important. Dans ce sens, les pays pauvres sont souvent exploités par les pays riches à l'aide des firmes multinationales et des organismes internationaux.
- Au niveau national, il existe des inégalités puisque les valeurs ajoutées sont mal réparties, les capitalistes s'accaparent de la plus grande partie des richesses en laissant des miettes pour la classe ouvrière.

3.3- La pollution

L'une des critiques les plus fréquentes du capitalisme est qu'il occasionne la destruction de l'environnement. En effet, l'augmentation de niveau de vie et l'amélioration des revenus ont conduit à l'apparition d'une société de consommation de masse, cette dernière a conduit à une surexploitation des ressources naturelles et à des gaspillages (produire plus dont on a besoin). Cette exploitation excessive et le gaspillage des ressources ont conduit à l'apparition de plusieurs externalités négatives comme la dégradation de l'environnement, le réchauffement climatique, la pollution, la déforestation, la désertification...

3.4- Le colonialisme

Dans le but de chercher des matières premières, de l'énergie et de la main-d'œuvre à bon marché pour faire fonctionner leurs industries les pays industrialisés ont utilisé la force militaire pour exploiter les autres pays moins développés généralement les pays africains et de l'Amérique de sud.

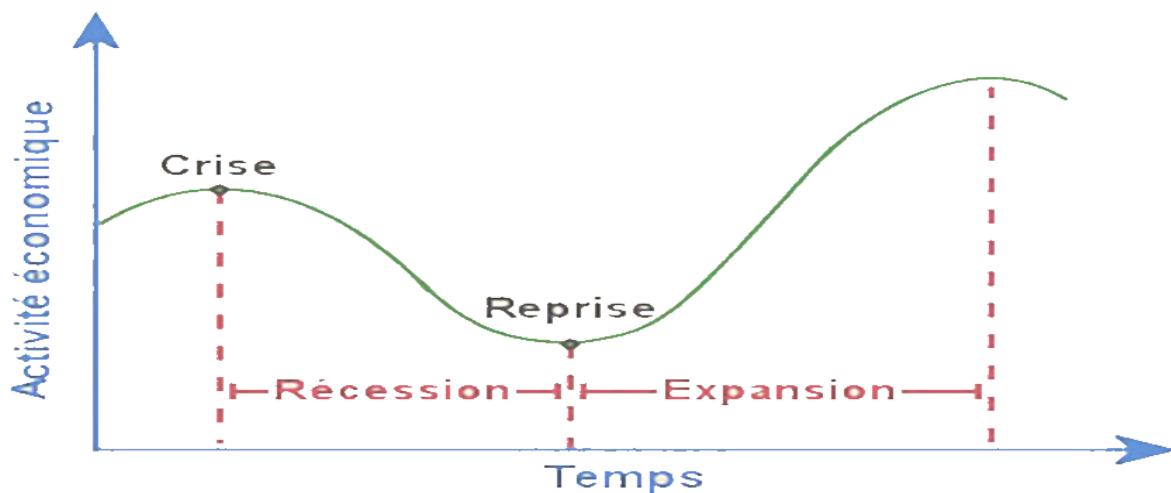
Le colonialisme est une histoire qui commence dès 16^e siècle, avec les pays européens comme les Espagnols, les Portugais, les Anglais, les Hollandais, les Français... qui partent à la conquête du monde grâce au développement de leurs flottes maritimes, de leurs techniques de navigation et à la supériorité de leurs armes. Ils s'emparent ainsi, de tout le continent américain et le continent africains dont les mines vont permettre d'alimenter les caisses des pays européens. Ils s'emparent également d'innombrables îles, villes côtières et

espaces qui permettent de piller les richesses des peuples asservis alimentant ainsi le développement d'un commerce international, constituant le fer de lance du processus d'émergence de sociétés capitalistes dans le monde.

3.5-Les crises économiques

L'obtention d'un profit constitue le but et le moteur de tout investissement dans l'économie capitaliste. Ainsi le capitaliste n'investira son argent que s'il espère en tirer des profits satisfaisants. Donc, lorsque le taux de profit est à la hausse les affaires prospèrent et les entrepreneurs investissent davantage pour profiter de cette situation en tirant le maximum de profits possibles et lorsque les taux de profits diminuent les investissements se contractent et ils déclenchent des crises économiques. C'est ce que l'on appelle les cycles économiques, le capitalisme entraîne donc souvent des crises périodiques dues à la saturation du marchés et à la sous-consommation (**Voir la figure N°1**).

Figure N° 1 : les cycles économiques



3.6- L'impérialisme

Lénine aboutit, dans son ouvrage « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » publié en 1917 que, l'accumulation du capital entre un nombre restreint de personnes et de pays capitalistes conduit à l'apparition des cartels et trusts partageant entre eux les richesses mondiales. En effet, actuellement on remarque la domination à tous les niveaux (économique, culturel, politique...) de certains pays sur les autres pays moins développés. On remarque également l'influence de certaines firmes internationales sur les décisions politiques.

Section2 : le système socialiste

Le terme « socialisme » désigne l'ensemble des idées et des doctrines politiques qui, depuis le début du 19^e siècle, projettent de mettre un terme aux inégalités économiques et sociales engendrées par le capitalisme industriel et financier, et de changer une société comportant trop d'injustices sociales vers une société plus équitable.

Les idées socialistes ont vu le jour en même temps donc que le mouvement d'industrialisation de l'économie européenne, au moment où le développement du capitalisme industriel a favorisé les écarts des revenus entre la bourgeoisie montante, détentrice du capital, et une classe de prolétariat soumise à des rudes conditions de travail.

Définition de socialisme

C'est un système économique dans lequel la production et la distribution de biens sont planifiées et contrôlées par un gouvernement central. Théoriquement, il vise à une plus juste et plus équitable distribution des revenus, l'État détient le monopole de la production, des échanges. La propriété privée est limitée seulement aux biens personnels non productifs.

1- Caractéristiques de système économique socialiste

1.1 - La propriété collective des moyens de production

Les moyens de production sont détenus par l'État, c'est un système qui lutte contre la propriété privée des moyens de production et avec cette politique il élimine au passage la lutte des classes. Dans ce système la gestion des moyens de production (usines, immeubles, fermes...) est confiée à des représentants des pouvoirs publics (une collectivité territoriale, une entreprise nationalisée, les coopératives de travailleurs...)

1.2- La planification impérative de l'État

C'est-à-dire que l'État impose les prix et les quantités à produire (rédaction d'un plan impératif = obligatoire). Dans ce sens, l'État dans sa politique d'atteindre des objectifs économiques, sociaux et politiques tracés met en place un système d'encadrement, d'accompagnement et de contrôle des entreprises publiques et des institutions d'intérêt général.

Cette méthode de planification est souvent dans pays socialistes où le gouvernement intervient activement et directement dans l'évolution de l'économie du pays à travers un

organe central de planification (ministère de planification). L'intervention de l'état va jusqu'à la gestion courante de l'économie à travers les entreprises publiques pour déterminer quoi produire, les quantités à produire, le niveau de salaires et des prix, le volume des subventions...

1.3 - Économie contrôlée par l'État.

Dans le cadre de l'État providence, les pouvoirs publics ont un pouvoir presque divin, dans ce sens ils ont toutes prérogatives pour intervenir et contrôler toutes les activités économiques, sociales et politiques

1.4 - La recherche de la réduction des inégalités sociales

La réduction des inégalités économiques et sociales, est l'objectif théorique fixé par le système socialiste pour cela la mise en place de la planification est impérative pour réduire le chômage, contrôler, les prix, aider les personnes défavorisées, atteindre une répartition équitable des revenus et abolir les couches sociales.

2.- Présentation de quelques modèles socialistes

- L'économie socialiste de marché

L'économie sociale de marché est un système qui s'efforce de faire cohabiter l'économie de marché et l'équité sociale. Ce modèle économique, appliqué à partir de 1978 pour s'ouvrir à l'extérieur et s'intégrer au marché mondial, notamment avec les transferts de technologies liés aux coentreprises et à la prise de contrôle de sociétés occidentales dans des secteurs clés, mais cela se fait sous le contrôle des institutions par un parti unique et la régulation de marché par les pouvoirs publics.

- Le léninisme

Le léninisme est une doctrine politique se réclamant de Lénine, dans ce système la prise de décision et les pouvoirs sont contrôlés par un organisme central qui est généralement le parti au pouvoir. Exemple : le régime soviétique des années 1920.

- Le socialisme réformiste

Ensemble de penseurs socialistes héritiers qui considèrent que la révolution n'est pas une nécessité pour abolir le capitalisme, mais le changement vers une société socialiste se fera en douceur avec des réformes démocratiques. Ce que l'on appellera plus tard la sociale-démocratique.

- **Le concept social-démocrate**

C'est un système qui tente de faire cohabiter une liberté économique pour les entrepreneurs privés avec plus d'avantages sociaux pour les ouvriers. Donc les entreprises privées ont un champ libre de travailler et d'investir, mais cette liberté est conditionnée par l'entente avec le syndicat des ouvriers, dans ce sens les entreprises travaillent en collaboration avec les représentants des ouvriers pour un intérêt commun. C'est le cas Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

- **Le marxisme**

Le marxisme est un mouvement à la fois philosophique, politique, économique et sociologique qui se réclame des idées de Karl Marx, cette idéologie estime que la classe de prolétariat très exploitée doit se révolter pour que la prise du pouvoir et que cette révolution doit aboutir à une nouvelle forme d'organisation de société, une société sans classes et sans État, mettant fin ainsi à l'exploitation de l'homme par l'homme.

- **Le communisme**

Le communisme est un ensemble de mesures d'organisation sociale est un ensemble de doctrines politiques, issues du marxisme, il plaide pour l'abolition de capitalisme et une société sans classes, sans État et sans monnaie, où les biens matériels seraient partagés équitablement par les membres appartenants à la communauté.

3- Les limites de socialisme

Il existe une grande différence entre le discours des partisans d'économie socialiste et la réalité. En effet, plusieurs critiques sont adressées aux pratiques socialistes. Parmi ces dernières on peut citer :

- Absence de libertés politiques individuelles, c'est un système basé généralement sur la gouvernance d'un parti unique au pouvoir et l'absence de la démocratie politique.
- Absences d'initiatives économiques privées, tous les moyens de production sont détenus par l'Etat, et ce dernier décide de toutes les activités économiques avec une planification centralisée et dirigée avortant ainsi les intuitives privées.
- L'absence d'intérêt personnel tue les motivations, réduisent la productivité des facteurs de production et une production souvent de mauvaise qualité avec l'absence de la concurrence et le contrôle des importations.

- Les erreurs de planification conduisent généralement à des goulots d'étranglement de la production et des échanges produisant des pénuries des produits fréquents des produits alimentaires encouragent l'apparition de marché noir et de l'économie informelle.
- Le suremploi dans les entreprises et le recrutement ne respecte pas généralement la logique économique, les ouvriers qualifiés ne sont pas affectés souvent à des postes adaptés à leurs qualifications.
- La bureaucratie et la centralisation handicapent souvent le processus productif, avec l'hésitation et la prudence des dirigeants locaux à prendre des décisions.
- Les politiques sociales dans ce système sont considérées dans certains comme de l'assistanat décourageant toute motivation pour travailler.
- La raison principale d'existence de socialisme est l'abolition des classes sociales, mais il tombe dans le même piège que le capitalisme en remplaçant les deux classes de prolétariat et de capitalistes par deux autres classes, une classe privilégiée dont les membres appartiennent généralement au parti politique au pouvoir et une autre classe composée de simples citoyens. (La ségrégation économique et remplacée par une ségrégation politique)

Section 3 : comparaison des deux systèmes

La comparaison entre les deux systèmes est résumée dans le tableau N°1

Tableau N°1 : Tableau comparatif des différents systèmes économiques et sociaux.

	Socialisme	Capitalisme
Structure politique	Système de parti unique	Démocratie
Objectif	Mettre fin à l'inégalité sociale qui défavorise le prolétariat au profit des entrepreneurs.	Liberté aux initiatives privées (réduire l'intervention d'État)
Moyens de production	Propriété collective	Propriété individuelle et privée
Structure sociale	Les inégalités sont réduites	Les inégalités sont très fortes
Structure économique	- Fixation des prix et des salaires - Planification économique - Coopération entre les entreprises	- Loi de l'offre et de la demande - Liberté économique - Concurrence entre entreprises
Type de déséquilibre structurel	Économie de pénurie	Économie de surplus
Relation avec l'extérieur	Échanges considérables (mondialisation)	Échanges restreints et faibles

Source : Réalisé par l'auteur

4- Quelques questions de compréhension

- Qu'est-ce qu'un système économique ?
- Quel est l'objectif de socialisme ?
- Selon l'idéologie marxiste, où la révolution prend-elle son origine ?
- Selon Lénine, quel est "le stade suprême du capitalisme" ?
- Qu'est-ce que le capitalisme ?
- Qu'est-ce que la plus-value ?
- Pourquoi certains économistes considèrent le socialisme comme un concept purement théorique qui est loin des réalités économiques et sociales ?
- Capitalisme et développement durable sont-ils conciliables ?
- Quelle est la différence entre le socialisme et le capitalisme ?
- Quel système préféreriez-vous et pourquoi ?

Conclusion

Selon les partisans de capitalisme, les intérêts individuels peuvent se concilier spontanément avec l'intérêt collectif et le bien commun de la société, et le niveau de vie de la population peut s'améliorer systématiquement grâce aux vertus de la concurrence. Mais, l'accumulation des capitaux et les inégalités apparentes dans le capitalisme, ainsi que la grande dépression des années trente ont favorisé le développement des idées socialistes. En effet, le socialisme est né pour faire face aux inégalités engendrées par le capitalisme, il basée sur la critique de la société bourgeoise montante détentrice de capital.

Les deux systèmes ont marqué les domaines économiques, sociaux et politiques de vingtième siècle, mais l'accélération de la mondialisation économique accompagnée par la chute de bloc de l'Est dirigé par l'URSS a laissé le champ libre au capitalisme de régner sur le monde d'aujourd'hui.

Chapitre V :
Les grands déséquilibres économiques
(Chômage, Inflation)
et les politiques économiques

Introduction

Chaque gouvernement, selon ses orientations politiques et idéologiques (Capitaliste, Socialiste.) dispose de sa propre politique économique qu'il prône tout au long de sa mandature. L'objet de ce chapitre est de soulever les grands déséquilibres économiques, ainsi que les politiques économiques pour faire face à ces problèmes économiques.

1- Les politiques économiques

On appelle politiques économiques l'ensemble des actions mises en place par les pouvoirs publics pour corriger des « déséquilibres » économiques jugés dommageables. Les politiques économiques visent généralement à atteindre des objectifs tels que la stabilité économique, la croissance, le plein emploi, la maîtrise de l'inflation et la réduction des inégalités. Voici quelques-unes des principales politiques économiques. C'est donc l'ensemble des orientations et des décisions prises par les Pouvoirs Publics sur l'activité économique pour améliorer le quotidien de la population tout en fixant des objectifs à atteindre et en utilisant (avec rationalité) les moyens qui sont à sa disposition (Ressources humaines, financières, naturelles, ...etc).

1.1 . Types de politiques économiques :

Les politiques économiques peuvent être classées en deux grandes catégories : les politiques structurelles et les politiques conjoncturelles. Ces deux types de politiques visent des objectifs différents et sont mises en œuvre en fonction des conditions économiques spécifiques.

1.1.1- Les politiques structurelles :

Elles se préoccupent à plus long terme du développement économique du pays, de sa croissance potentielle et des conditions de fonctionnement des marchés (modification du comportement des agents économiques). En effet, les politiques structurelles sont conçues pour modifier la structure fondamentale de l'économie à long terme. Elles cherchent à résoudre des problèmes structurels tels que le chômage structurel, les inégalités, les inefficiences sur le marché du travail, la compétitivité des industries, etc.

Exemples de politiques structurelles :

- Réformes du marché du travail pour accroître la flexibilité et l'efficacité.
- Réformes fiscales visant à encourager l'investissement ou à réduire les inégalités.
- Mesures visant à améliorer l'éducation et la formation professionnelle.
- Réformes du secteur financier pour renforcer la stabilité et la régulation.

1.1.2 -Les politiques conjoncturelles

Les politiques conjoncturelles sont axées sur les fluctuations économiques à court terme, en réponse aux cycles économiques. Elles cherchent à stabiliser l'économie et à atténuer les effets des récessions ou des surchauffes. C'est donc, l'ensemble de mesures de politique économique prises par un gouvernement et une banque centrale à court terme elles visent généralement :

- Une Croissance Economique forte et durable
- Une Stabilité des prix : En luttant contre l'inflation (amélioration du pouvoir d'achat
- Un Plein emploi : En luttant contre chômage (Création d'emplois)
- Un équilibre extérieur : Avec un solde positif de la balance commerciale (Exportations supérieures aux importations)

Le carré magique est une représentation graphique de la santé économique d'un pays. Ce graphique présente les quatre grands objectifs de la politique économique conjoncturelle d'un pays que sont :

- La croissance économique,
- Le plein emploi des facteurs de production,
- L'équilibre extérieur de la balance commerciale
- La stabilité des prix

Ces quatre objectifs sont interdépendants et c'est difficile de les réaliser simultanément. Par exemple, une politique visant à stimuler la croissance économique à travers les dépenses publiques pourrait entraîner une augmentation de l'inflation, compromettant ainsi la stabilité des prix. De même, des politiques visant à réduire le chômage pourraient entraîner un déséquilibre dans les échanges extérieurs.

1.2-Les moyens d'une politique économique.

Pour un Etat, agir sur l'économie est avant tout une décision politique, une volonté d'influencer le marché. Pour mettre en œuvre ces actions, l'Etat dispose de plusieurs moyens et instruments comme :

1.2.1-La politique budgétaire

C'est un des principaux instruments de la politique économique. La politique budgétaire se réfère à l'utilisation des instruments fiscaux et budgétaires par un gouvernement pour influencer l'économie. Elle vise à atteindre des objectifs économiques tels que la croissance économique, la stabilité des prix, le plein emploi et d'autres objectifs macroéconomiques.

Quelques principaux outils de la politique budgétaire :

- **Les Dépenses publiques :** Le gouvernement peut stimuler l'économie en augmentant ses dépenses dans des domaines tels que l'infrastructure, l'éducation, la santé, etc. Cela crée de la demande pour les biens et services, ce qui peut entraîner une croissance économique.
- **Les impôts :** Le gouvernement peut influencer l'économie en ajustant les taux d'imposition. Une réduction des impôts peut stimuler la consommation et l'investissement, tandis qu'une augmentation des impôts peut freiner ces activités.
- **La politique de déficit ou d'excédent :** Un gouvernement peut choisir de fonctionner avec un déficit budgétaire (dépenses supérieures aux recettes) ou un excédent budgétaire (recettes supérieures aux dépenses). Un déficit peut stimuler l'économie, mais peut également entraîner une augmentation de la dette publique.
- **La politique de redistribution :** Les mesures visant à redistribuer les revenus, telles que les programmes d'aide sociale, peuvent être utilisées pour réduire les inégalités économiques.

1.2.2-La politique monétaire

Complétant la politique budgétaire la politique monétaire est l'une des principales composantes des politiques économiques mises en œuvre par les autorités monétaires, généralement la banque centrale d'un pays. Elle vise à influencer l'offre monétaire, les taux d'intérêt et d'autres instruments monétaires pour atteindre des objectifs économiques spécifiques. Voici quelques-uns des objectifs associés à la politique monétaire :

- **Stabilité des prix** : Maintenir une inflation basse et stable est souvent l'objectif principal de la politique monétaire. L'inflation excessive peut déstabiliser l'économie en affectant le pouvoir d'achat et la confiance des consommateurs.
- **Plein emploi** : La politique monétaire vise également à soutenir le plein emploi en influençant les niveaux d'investissement, de consommation et d'emprunt.
- **La croissance économique** : En ajustant les taux d'intérêt, la politique monétaire peut stimuler ou freiner l'activité économique pour favoriser une croissance stable.
La politique monétaire est de la responsabilité des banques centrales, qui doivent veiller à la stabilité monétaire et financière pour favoriser la prospérité économique

1.2.3-La réglementation : Il peut aussi agir en fixant des règles (lois, règlements)

La réglementation, en tant que politique économique, se réfère à l'utilisation de règles et de normes gouvernementales pour influencer le comportement des acteurs économiques, protéger l'intérêt public et atteindre certains objectifs économiques et sociaux. La réglementation peut toucher divers secteurs de l'économie, tels que la finance, l'environnement, la santé, la sécurité, les télécommunications, etc.

La réglementation est souvent utilisée pour atteindre des objectifs spécifiques liés à la sécurité publique, à encourager ou à dissuader une activité économique, à protéger les industries naissantes, à la justice sociale, à la protection de l'environnement, et à d'autres préoccupations. Cependant, il est important de trouver un équilibre entre la nécessité de réglementer et la promotion de l'efficacité économique, car une réglementation excessive peut parfois entraver l'investissement, la croissance économique et l'innovation.

2-Les déséquilibres économiques

2.1-Le chômage

A-Définition : Le chômage est la situation dans laquelle un individu ou une partie de la population active d'un pays (ou d'une région), n'a pas d'emploi et en recherche un. C'est donc un déséquilibre sur le marché du travail. Offre de travail non satisfaite. Un chômeur est une personne sans emploi à la recherche d'un emploi.

B- La population active : La population active désigne l'ensemble des personnes en âge de travailler qui sont disponibles pour travailler et qui cherchent activement un emploi ou qui sont déjà employées. Cette catégorie inclut donc les personnes employées et celles au chômage, mais exclut généralement les étudiants, les retraités elle se définit comme l'ensemble des personnes en âge de travailler (16- 64) disponibles sur le marché du travail

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{le nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

C-Type de chômage

- Le chômage dit keynésien

Le chômage keynésien est un concept issu de la théorie économique de John Maynard Keynes. Selon Keynes, le chômage peut résulter d'une insuffisance de la demande globale dans une économie. En d'autres termes, lorsque la demande globale de biens et de services est inférieure à l'offre disponible, cela conduit à un sous-emploi des ressources, y compris du travail. En résumé, le chômage keynésien met l'accent sur l'importance de la demande globale dans la détermination du niveau d'emploi dans une économie, et il propose des solutions politiques pour atténuer le chômage résultant d'une demande insuffisante. Pas assez de demande donc les entreprises ralentissent la production et par conséquent elles ont besoin de moins de salariés), ce qui va conduire à l'augmentation de taux de chômage

- Le chômage classique

Le chômage classique, également connu sous le nom de chômage volontaire ou naturel, est un concept économique qui diffère de la perspective keynésienne. Selon la théorie classique, le chômage peut exister dans une économie, mais il est principalement le résultat de facteurs structurels plutôt que d'une insuffisance de la demande globale. Forte rigidité du marché du travail, l'instauration d'un salaire minimum empêche les entreprises à embaucher. Les règles et législations empêchent donc l'ajustement automatique de l'offre et de la demande.

- Le chômage saisonnier

Le chômage saisonnier est un type de chômage qui se produit lorsque les emplois sont disponibles uniquement pendant certaines périodes de l'année en raison de fluctuations saisonnières dans la demande de main-d'œuvre. Il est souvent associé à des industries telles que le tourisme, l'agriculture, la construction, le commerce de détail saisonnier (comme pendant les périodes de vacances), et d'autres secteurs où l'activité économique varie considérablement en fonction des saisons. En effet, ce type de chômage est dû aux variations intra-annuelles de l'activité économique dans certaines tranches par suite de conditions climatiques ou de fluctuation de la mode (agriculture, tourisme).

-Le chômage structurel :

Le chômage structurel désigne le type de chômage qui résulte de déséquilibres persistants entre l'offre et la demande de travail sur le marché du travail. Contrairement au chômage conjoncturel, qui est temporaire et lié à des fluctuations économiques, le chômage structurel est plus profondément enraciné dans l'économie et est souvent associé à des problèmes tels que des lacunes de compétences, des changements technologiques, des déséquilibres régionaux ou des rigidités sur le marché du travail.

Les caractéristiques du chômage structurel résultent d'un décalage donc entre les compétences des travailleurs disponibles et celles demandées par les employeurs, ainsi que des difficultés de mobilité géographique ou professionnelle.

-Le chômage frictionnel, ou « naturel » :

Le chômage frictionnel est un type de chômage qui survient lorsque des individus sont sans emploi pendant une courte période de transition entre deux emplois. Il est souvent considéré comme un aspect normal et inévitable du fonctionnement du marché du travail, car il peut résulter du temps nécessaire pour trouver un nouvel emploi qui correspond aux compétences, aux préférences et aux qualifications d'un individu.

Les causes du chômage frictionnel comprennent la recherche active d'emploi, le processus de sélection des employeurs, les délais pour adapter les compétences et les préférences des

travailleurs aux offres d'emploi disponibles, ainsi que les délais liés à la recherche d'informations sur le marché du travail.

D- Conséquences du chômage

Le chômage peut avoir de nombreuses conséquences néfastes, à la fois pour les individus sans emploi et pour la société dans son ensemble. Voici quelques-unes des principales conséquences du chômage :

- **Impact économique :**

Le chômage réduit le revenu disponible des individus sans emploi, ce qui peut entraîner une diminution de la consommation et affecter négativement la croissance économique. Il peut également entraîner une baisse des recettes fiscales et une augmentation des dépenses sociales pour les prestations de chômage et autres aides sociales.

- **Conséquences sociales :**

Le chômage peut entraîner une détérioration du bien-être social et une augmentation des inégalités économiques. Les individus sans emploi peuvent faire face à des difficultés financières, des tensions familiales, des problèmes de santé mentale et une baisse de l'estime de soi. Les communautés touchées par le chômage peuvent également connaître une augmentation de la criminalité, de la délinquance et d'autres problèmes sociaux.

- **Perte de compétences et du capital humain :**

Le chômage prolongé peut entraîner une perte de compétences et de capital humain pour les individus, car ils peuvent perdre leur expérience professionnelle et leurs compétences spécifiques à leur secteur. Cela peut rendre plus difficile leur réintégration sur le marché du travail et réduire leur employabilité à long terme.

- **Instabilité politique :**

Dans les sociétés où le chômage est élevé et persistant, il peut entraîner une frustration généralisée, une perte de confiance dans les institutions politiques et une augmentation des tensions sociales. Cela peut conduire à des mouvements politiques extrémistes, à des protestations sociales et à une instabilité politique.

- **Coûts supplémentaires pour le système de sécurité sociale :**

Le chômage entraîne des coûts importants pour les gouvernements en termes de prestations de chômage et d'autres formes d'aide sociale. Cela peut exercer une pression sur les budgets publics et limiter la capacité des gouvernements à investir dans d'autres domaines tels que l'éducation, la santé et les infrastructures.

En résumé, le chômage peut avoir des conséquences dévastatrices à la fois sur le plan économique, social et politique, ce qui en fait un problème majeur pour les individus, les communautés et les gouvernements à travers le monde.

- **Conséquences du chômage sur**

- **Le chômeur :**

- difficultés morales : perte de dignité
- regard des autres, exclusion sociale, drogue, repli, suicide
- **Le salarié** • les cotisations des salariés augmentent • crainte d'être licencié • les salaires n'augmentent plus aussi vite qu'avant
- **L'entreprise**
 - Les employeurs ont le choix de la main d'œuvre moins chère
 - les cotisations augmentent, il faut indemniser les chômeurs car sinon baisse de la demande : baisse de la consommation : baisse de la production.
- **L'Etat** : Le développement du travail en noir, criminalité et tensions sociales, exode rural, des coûts supplémentaires pour la caisse de l'Etat pour financer les allocations chômage et les transferts sociaux.

E- Politiques de lutte contre le chômage

- Les politiques budgétaires

L'Etat utilise son budget par l'intermédiaire de ses dépenses ou de ses recettes pour augmenter la demande globale. Les entrepreneurs anticipant cette hausse de la demande décideront de produire plus et d'embaucher plus.

-Politique monétaire

Une baisse des réserves obligatoires signifie que les banques commerciales peuvent accorder plus de crédits car elles ont des liquidités en plus qu'elles peuvent mobiliser en cas de besoin. Cette hausse des crédits accordés aux ménages et aux entreprises fait augmenter la consommation et l'investissement, Ainsi, les entreprises produisent plus de biens et services de consommation et d'investissement et peuvent diminuer le taux de chômage

Les politiques visant à réduire le chômage structurel peuvent impliquer des mesures telles que la formation professionnelle, la réforme de l'éducation, l'assouplissement des réglementations du marché du travail et des politiques industrielles visant à stimuler la création d'emplois dans les secteurs en croissance.

2.2-L'inflation

L'inflation est un phénomène économique qui se caractérise par une augmentation générale et durable des prix des biens et services dans une économie sur une période de temps donnée. Cela signifie que, en moyenne, les consommateurs doivent dépenser davantage pour acheter les mêmes biens et services qu'auparavant. L'inflation c'est donc, la perte du pouvoir d'achat de la monnaie, qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix

A. Mesure de l'inflation :

On mesure l'inflation à travers la variation à travers la variation du niveau général des prix des biens et services entre deux périodes donnée (trimestre, semestres, années, etc.), pour cela on se réfère à l'Indice des Prix à la Consommation – IPC.

- A travers le taux d'inflation, on mesure l'intensité de la hausse des prix et on distingue :
 - **Une basse inflation** (taux d'inflation inférieur à 3%/an)
 - **Une inflation rampante** (taux d'inflation inférieur à 9%/ans)
 - **Une inflation galopante** (taux d'inflation à deux chiffres)
 - **Une hyper-inflation** (taux d'inflation à trois chiffres)
- **Remarque :**

Il est important de retenir les concepts suivants :

- **Déflation** : C'est le contraire de l'inflation, c'est-à-dire c'est la baisse généralisée des prix.
- **Désinflation** : C'est le ralentissement de la hausse de l'inflation.
- **Stagflation** : C'est lorsqu'un fort taux d'inflation s'accompagne d'un fort taux de chômage et d'une croissance économique nulle

B. Les causes de l'inflation :

Les causes de l'inflation peuvent être variées, mais elles sont souvent liées à une demande accrue par rapport à l'offre disponible, à des coûts de production plus élevés, à des pressions inflationnistes liées aux salaires, à des politiques monétaires expansionnistes menées par les banques centrales, ou à des facteurs externes tels que les fluctuations des prix des matières premières ou les tensions géopolitiques, parmi ces causes on peut citer :

-**Inflation par la demande** : Elle est engendrée par un excès de la demande de la part des ménages et des entreprises

-**Inflation par les coûts** : Elle est engendrée par la hausse des coûts de : Travail, Capital et Matières Premières.

-**Inflation par la monnaie** : Elle est engendrée par l'excès de monnaie ou de liquidité en circulation.

-**Inflation importée** : C'est le cas actuellement dans les pays développés, suite à la guerre en Ukraine, avec la hausse des prix d'énergie suite à la hausse des prix du pétrole et du gaz. •

C. Les conséquences de l'inflation :

Un niveau modéré d'inflation peut être considéré comme bénéfique pour stimuler la croissance économique en encourageant la consommation et les investissements, mais une inflation trop élevée peut avoir des effets néfastes, tels que la perte du pouvoir d'achat, le ralentissement de la croissance économique, perte de la compétitivité, appauvrissement de la population, l'incertitude économique et des distorsions dans les décisions de consommation et d'investissement. Les autorités économiques, y compris les banques centrales, surveillent généralement de près l'inflation et ajustent leurs politiques en conséquence pour maintenir la stabilité des prix.

Remarque :

L'inflation est parfois bénéfique pour certains agents économiques (ménages ou entreprises) lorsqu'elle contribue à l'allègement de leur dette.

D. La politique anti-inflationniste

La politique anti-inflationniste, également appelée politique de lutte contre l'inflation, est une approche adoptée par les gouvernements et les banques centrales pour contrôler ou réduire le taux d'inflation dans une économie. Les mesures anti-inflationnistes visent généralement à réduire la demande globale dans l'économie, ce qui peut contribuer à atténuer la pression sur les prix. Voici quelques-unes des stratégies couramment utilisées dans les politiques anti-inflationnistes :

- **Politique monétaire restrictive :**

Les banques centrales peuvent augmenter les taux d'intérêt pour rendre l'emprunt plus coûteux, ce qui réduit la demande de prêts et, par conséquent, la demande globale dans l'économie. Cela peut ralentir la croissance économique mais contribue à contenir l'inflation.

- **Politique budgétaire contra-cyclique :** Les gouvernements peuvent réduire leurs dépenses publiques ou augmenter les impôts pour réduire la demande globale dans l'économie. Cela peut également freiner la croissance économique à court terme, mais cela peut être nécessaire pour contrôler l'inflation.
- **Politique de contrôle des prix :** Dans certains cas, les gouvernements peuvent intervenir directement pour limiter les hausses de prix des biens et services essentiels. Cependant, cette approche peut avoir des conséquences imprévues et être difficile à maintenir à long terme.
- **Politique de communication :** Les banques centrales et les gouvernements peuvent également utiliser la communication pour influencer les attentes des agents économiques concernant l'inflation future. Des annonces claires sur l'engagement à maintenir la stabilité des prix peuvent aider à ancrer les anticipations d'inflation et à limiter les comportements qui pourraient alimenter une spirale inflationniste.
- **Politique de taux de change :** Dans les économies où la monnaie est sujette à des pressions inflationnistes en raison de fluctuations du taux de change, les autorités peuvent intervenir sur le marché des changes pour stabiliser la valeur de la monnaie nationale.

Il est important de noter que les politiques anti-inflationnistes peuvent également avoir des coûts, tels qu'une croissance économique plus lente ou un chômage plus élevé à court terme. Par conséquent, les décideurs doivent souvent équilibrer la nécessité de contrôler l'inflation avec d'autres objectifs économiques, tels que la promotion de l'emploi et de la croissance.

Pour lutter donc contre l'inflation, il faut identifier d'abord ses causes puis élaborer des politiques anti-inflationnistes adéquates.

Exemple :

- En cas d'inflation par la monnaie (hausse de la masse monétaire en circulation dans l'économie) ce qui engendre une hausse de la demande, la Banque Centrale élabore une Politique Monétaire restrictive par le relèvement des taux d'intérêt pour décourager la demande en faveur de l'épargne.

- Quand il s'agit d'une inflation importée de l'extérieur, comme l'inflation qui les denrées alimentaire (comme le Blé importé d'Ukraine et de Russie), les gouvernements procèdent à fixer administrativement les prix (Prix administrés) à travers les systèmes des subventions.

- L'Etat peut intervenir en indexant les salaires sur l'inflation (revalorisation des salaires) pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Exemple : La valorisation des salaires par le gouvernement algérien dans le cadre de la loi de finances 2023 et 2024.

3- Quelques questions de compréhension

- Qu'est-ce qu'une politique économique ?
- Quel sont les objectifs des politiques économiques ?
- Qu'est est la relation entre le chômage et l'inflation ?
- Qu'est-ce qu'une politique monétaire ?
- Qu'est-ce qu'une politique budgétaire ?
- Qu'est-ce qu'une politique anti-inflationniste
- Pourquoi certains économistes considèrent un petit taux d'inflation est bénéfique pour l'économie ?
- Quelles sont les conséquences du chômage ?

Chapitre VI :
Les institutions économiques internationales et les blocs économiques régionaux

Introduction

Les institutions internationales et les blocs régionaux sont deux types d'entités qui jouent des rôles distincts, mais souvent complémentaires dans le paysage politique mondial. L'objet de ce chapitre est de faire un aperçu sur ces deux types d'entités qui interagissent souvent de manière complexe.

1-Les institutions économiques internationales

Dans un monde où le commerce est plus développé que jamais, des institutions économiques sont nécessaires pour gérer l'économie mondiale. C'est ce que font l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

1.1-L'OMC

C'est en 1995 que l'Organisation mondiale du commerce a été créée. Elle regroupe 164 États qui représentent 98 % du commerce mondial. L'OMC a pour but de réduire et d'éliminer les obstacles au commerce international. Lorsque les pays échangent entre eux, ils doivent respecter les réglementations de tout un chacun. Par exemple, les droits de douane (taxes lorsqu'on importe un produit) ne sont pas nécessairement les mêmes dans tous les pays. L'OMC tente de réduire ce genre d'obstacle par la mise en place d'accords entre les États membres.

1.2- FMI,

Le Fonds Monétaire international (FMI) a été créé en juillet 1944 à Bretton Woods (États-Unis) lors d'une conférence des Nations Unies afin d'établir un cadre de **coopération économique internationale**. Le **rôle principal du FMI** est de veiller à la **stabilité du système monétaire international**, c'est-à-dire du système international de paiements et de change qui permet aux pays de procéder à des échanges entre eux.

Principales missions du FMI

- Le FMI exerce une **mission de surveillance**. Il évalue les politiques économiques des pays membres et les conseille en matière monétaire, financière et budgétaire. Le FMI publie régulièrement des rapports (études, statistiques) sur les tendances économiques mondiales et régionales.
- Le FMI fournit une aide financière en accordant des **prêts aux pays en difficulté** qui en font la demande. En contrepartie, le pays emprunteur doit s'engager à réaliser un programme économique appuyé par le FMI.
- Le FMI offre aux pays membres une **assistance technique** et des **formations** dans divers domaines : politique fiscale, politique monétaire et de change, gestion des dépenses...

1.3-Banque mondiale BM

Elle a été créée avec les accords de Bretton Woods signés en 1944, qui ont aussi créé le FMI.

La **mission** de la banque mondiale a été initialement de **soutenir le processus de reconstruction de l'Europe** après la 2^{ème} guerre mondiale. Cette mission a évolué avec le temps. Après la

reconstruction de l'Europe, la banque mondiale se donne pour mission de *réduire la pauvreté* dans le monde par le biais d'une *mondialisation inclusive et durable*.

La BM fournit des mesures d'aide financière avantageuses aux pays faisant face à la pauvreté. Le financement offert peut prendre la forme de prêts avec de faibles taux d'intérêt ou sans intérêt, ou même des dons.

La Banque mondiale peut aussi apporter des conseils stratégiques et une assistance technique aux gouvernements des pays afin qu'ils puissent mieux gérer leur économie. Toutefois, les prêts du FMI et de la BM viennent avec plusieurs conditions. Lorsqu'un État emprunte de l'argent auprès de ces institutions, ses politiques économiques doivent être ajustées afin de régler les problèmes qui l'ont mené à demander cette aide financière.

2- Les blocs économiques régionaux

Un bloc économique est un groupe de pays qui se réunit volontairement pour développer leur intégration économique. L'objectif en est de faciliter les échanges économiques (réduire ou éliminer les barrières commerciales entre pays membres pour assurer la libre circulation des biens, des services, du travail et du capital) et de favoriser la croissance et le développement des pays membres.

Selon le niveau d'intégration économique, les blocs économiques peuvent être classés comme :

- ✓ Zones de libre-échange ;
- ✓ Unions douanières ;
- ✓ Marchés communs ;
- ✓ Unions économiques et monétaires.

2.1. L'Union européenne (l'Union économique).

L'UE est l'aboutissement du processus d'intégration économique entamé en 1951.

1951: création de la « Communauté européenne du charbon et de l'acier »: coopération dans la gestion des industries du charbon et de l'acier des 6 pays membres: Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas.

1957: création de la « Communauté économique européenne » (CEE): étendre la coopération à d'autres secteurs économiques des 6 pays membres (agriculture ...) et former un « marché commun ».

1960: création de «l'Association européenne de libre-échange» (AELE) : promouvoir le libre-échange et l'intégration économique entre pays membres de la CEE et certains pays hors la CEE: l'Autriche, le Portugal, la Suisse, Royaume-Uni...

L'Union européenne (EU) est une union politique et économique de 27 États membres situés principalement en Europe. Elle est le résultat d'un processus qui a commencé à la fin de la Seconde Guerre mondiale et dont l'objectif était d'instaurer la paix sur le continent. L'UE ne s'est pas construite en un jour : elle s'est développée petit à petit, de traité en traité. De six pays en 1957, l'UE est devenue une union de 27 pays. Après une tentative ratée de créer une union militaire dans les années 1950, les pays européens ont privilégié la construction d'un marché économique commun avec des règles et des normes communes.

2.2. L'ALENA,

Accord de libre-échange nord-américain. Créé en 1992 cet accord concerne le Canada, le Mexique et les États-Unis.

C'est une zone de libre échange pour biens et services (hors agriculture) et qui prévoit la libéralisation des investissements.

Sous l'impulsion du Président américain Donald Trump, l'ALENA est réformé en octobre 2018 et laisse place à un nouvel accord : l'AEUMC Accord États-Unis-Mexique-Canada.

2.3. L'ASEAN,

L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) regroupe 10 États membres. Créée par l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines en 1967, elle a été rejointe par le Brunei (1984), le Vietnam (1995), le Laos et la Birmanie (1997) et enfin le Cambodge (1999).

L'ASEAN, 5^{ème} « bloc économique » mondial (derrière l'UE, les États-Unis, la Chine et le Japon), est une région constituée d'économies très hétérogènes, mais qui partagent une dynamique et un potentiel commun. Elle est basée sur un modèle de croissance extraverti (ouverture au commerce et aux IDE) L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) est une association d'États été fondée en 1967 à Bangkok pour stimuler le développement économique de la région ainsi que sa stabilité dans un contexte de guerre froide.

2.4 . Le Conseil de coopération du Golfe « CCG »,

Créé le 26 mai 1981, à l'initiative de Riyad, pour contrer les débordements possibles de la révolution islamique iranienne et limiter les retombées de la guerre Irak-Iran sur les monarchies pétrolières du golfe Persique, le C.C.G. regroupe les Émirats arabes unis, le Koweït, Bahreïn, l'Arabie Saoudite, Oman et le Qatar, avec leurs 35 millions d'habitants en 2006. Les pays du C.C.G., qui détiennent presque la moitié des réserves mondiales de pétrole, ont mis en place, en début d'année 2008, un marché commun, l'objectif étant l'adoption d'une seule monnaie à l'horizon de 2010. Une union douanière avait été instaurée dès 2003, mais elle peine à trouver un complet achèvement.

2.5. MERCOSUR,

Communauté économique des pays d'Amérique du Sud, créée en 1991. Ses membres permanents sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, le Vénézuéla (suspendu en 2017). La Colombie, le Chili, le Pérou, la Bolivie et l'Équateur, le Guyana et le Suriname ont le statut de membres associés. Ses buts sont la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production, la création d'un tarif extérieur commun, le rapprochement des politiques économiques et l'harmonisation des législations entre les membres.

2.6. L'Union africaine,

L'UA s'inscrit dans la vision « d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale ». C'est une organisation continentale à laquelle ont adhéré les 55 États membres qui composent les pays du continent africain. Elle a été officiellement fondée en 2002 pour prendre le relais de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA, 1963-1999). Les objectifs principaux de l'OUA

étaient d'ôter le continent des vestiges restant de la colonisation et de l'apartheid; de promouvoir l'unité et la solidarité entre les États africains; de coordonner et d'intensifier la coopération pour le développement; de sauvegarder la souveraineté et l'intégrité territoriale des États membres et de promouvoir la coopération internationale.

2.7. Les BRICS

Le terme "BRICS" désigne un acronyme qui regroupe cinq grandes économies émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Ces pays se sont associés en tant que groupe informel dans le but de renforcer leur coopération économique et politique, ainsi que de promouvoir leur influence collective sur la scène mondiale.

Les pays du BRICS organisent régulièrement des réunions pour discuter de questions économiques, politiques et de coopération. Les réunions du BRICS couvrent un large éventail de sujets, notamment le commerce, les investissements, la sécurité régionale et mondiale, ainsi que le développement durable. Ces rencontres sont des occasions pour les dirigeants de ces pays de discuter de leurs préoccupations communes, de renforcer leur coopération et de promouvoir leur influence sur la scène mondiale.

Le BRICS exerce un poids significatif sur la scène internationale, tant sur le plan économique que politique. Voici quelques points clés pour illustrer son importance :

Sur le plan économique : Les membres du BRICS représentent une part importante de l'économie mondiale, avec un poids économique combiné représentant près de 40 % du PIB mondial et plus d'un tiers de la population mondiale. Les membres du BRICS coopèrent dans des domaines tels que le commerce, les investissements, les finances, le développement des infrastructures et la promotion de la coopération Sud-Sud.

Sur le plan politique : Le BRICS agit souvent comme un contrepoids aux institutions internationales traditionnelles dominées par les économies occidentales. Il cherche à promouvoir un ordre mondial plus équilibré et inclusif, en particulier en matière de gouvernance économique mondiale.

Coopération stratégique : Les membres du BRICS collaborent sur diverses questions stratégiques telles que la sécurité, la lutte contre le terrorisme, la stabilité régionale et les défis mondiaux tels que le changement climatique.

Bien que le BRICS ait ses défis internes et ses divergences d'opinions entre ses membres, il continue de jouer un rôle important dans le paysage géopolitique mondial et est susceptible de continuer à le faire à l'avenir.

2.8. L'UMA

Elle a été fondée le 17 février 1989, date à laquelle le Traité constitutif de l'Union du Maghreb Arabe, a été signé par les Cinq Chefs d'État à Marrakech. Le Traité constitutif de l'UMA a fixé les objectifs suivants :

- La consolidation des rapports de fraternité qui lient les États membres et leurs peuples ; la réalisation du progrès et du bien-être de leurs communautés et la défense de leurs droits ;

- La réalisation progressive de la libre circulation des personnes des services, des marchandises et des capitaux entre les États membres ;
- L'adoption d'une politique commune dans tous les domaines. En matière économique, la politique commune vise à assurer le développement industriel, agricole, commercial et social des États membres.

Dans la perspective d'instituer à terme une union économique maghrébine entre les cinq États membres, les étapes suivantes ont été fixées :

- L'insaturation d'une zone de libre-échange avec le démantèlement de l'ensemble des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce entre les pays membres ;
- L'union douanière tendant à instituer un espace douanier unifié avec adoption d'un tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde ;
- Le marché commun qui doit consacrer l'intégration des économies maghrébines avec la levée des restrictions à la circulation des facteurs de production à travers les frontières nationales des pays membres.

3- Question de compréhension sur le chapitre

- Pourquoi les pays se regroupent en Blocs économiques à l'ère de la mondialisation économique ?
- Quels sont les rôles des institutions internationales tels que le FMI, la BM et l'OMC ?
- Citez quelques blocs régionaux ?
- C'est quoi une zone du libre-échange ?

Conclusion

L'objectif des blocs régionaux et des institutions internationales est de faciliter la coopération entre les pays, cette coopération qui est essentielle pour relever les défis mondiaux actuels et promouvoir une croissance économique durable et inclusive. Ces entités permettent également aux pays de tirer parti de leurs avantages comparatifs, d'accéder à de nouveaux marchés et de renforcer leur sécurité et leur résilience face aux chocs économiques et financiers.

Conclusion générale

Ce support de cours établi selon le programme officiel, il est destiné principalement aux étudiants de première année de la licence en sciences économiques (SEGC), il peut servir également les enseignants intervenants dans le domaine et les étudiants des autres licences qui abordent l'étude de l'économie pour la première fois.

Certes, ce polycopié de cours a pour objet d'aider l'étudiant débutant dans le domaine de l'économie de comprendre et de se familiariser avec les concepts de base. Mais tout en respectant le programme officiel, il a également pour ambition d'ouvrir à l'étudiant de première année des perspectives sur les phénomènes économiques qu'il approfondira durant son cursus universitaire comme les activités économiques, la macroéconomie, la monnaie, les marchés, le rôle de l'État, les systèmes économiques...

Ce polycopié de cours est composé de quatre chapitres, il est rédigé avec un style simplifié et clair, il contient un ensemble d'outils pédagogiques (exemples, schémas, illustrations) qui aideront les étudiants à mieux maîtriser les notions de base de l'économie et à mieux retenir les idées développées.

Dans le premier chapitre, nous avons essayé de voir l'objet de la science économique qui s'efforce de trouver des réponses pour couvrir des besoins illimités avec des ressources rares en adaptant des outils et des méthodes dans ce sens.

Dans le deuxième chapitre, nous avons essayé de définir les agents économiques, retracer leurs fonctions principales et établir les relations existantes entre ces derniers avec l'utilisation d'un circuit économique.

Le troisième chapitre, recense et explique les différentes activités économiques (consommation, production, échanges...).

Dans le quatrième chapitre, nous avons défini les systèmes économiques, nous avons touché principalement deux grands systèmes économiques (capitalisme et socialisme) et nous avons fait une comparaison entre ces deux systèmes.

Par ailleurs, nous avons présenté dans ce support les thèmes d'exposés qui peuvent servir

Bibliographie

- Ouvrages

- ARTUS P. (2007), le capitalisme est en train de s'autodétruire, la Découverte.
- BATSCH L. (2002), Le capitalisme financier, Collection Repères.
- BELATTAF M (2010), Economie du Développement, OPU
- BLANCHETON B (2009), maxi fiches de la science économique Dunod.
- CABANNES M. (1994), La politique macroéconomique, Armand Colin.
- GENEREUX J, (2001), Introduction à l'économie, 3 e édition, du seuil.
- JÉGOUREL Y. (2005), Les produits financiers dérivés, La Découverte.
- KHELADI Mokhtar (2004), introduction à l'économie politique, OPU.
- MANKIW N. Gregory (1998). « Principes de l'économie », Economica.
- MAYSTADT P. MINET-DERMINÉ F. (2008), Comprendre l'économie : le marché et l'Etat à l'heure de la mondialisation, Editeur Luc Pire.
- MAZEROLLE F (2008), histoire des faits et des idées économiques.
- PONSOT (2007), Globalisation et crises financières, PUG.
- POULON F. (2008), Économie Générale, 6 e édition. Dunod.
- STIGLITZ J. (2014). Principes d'économie moderne, 4^e édition, De Boeck.

Sites internet

- BONEENFANTJ. (2005) Les agents économiques. Disponible sur https://www.lefrancaisdesaffaires.fr/wp-content/uploads/2016/05/agents_eco.pdf
- CHAVANCE B. (1999) La comparaison des grands systèmes : l'économie comme science sociale. Disponible sur : http://cemi.ehess.fr/docannexe/file/2420/7_introduction.pdf. Consulté le 23/08/018
- CHKOUNDALI R (2006), INTRODUCTION A L'ECONOMIE. Disponible sur : http://pf-mh.uvt.rnu.tn/475/1/introduction_economie.pdf. Consulté le 14/02/2018.
- FIEVET M (2015), FAITS & INSTITUTIONS ECONOMIQUES. Disponible sur : <http://www.esa-namur.be/economie%202016%2001.pdf>. Consulté le 16/03/2018.
- Ibrahima SY (2014), Introduction aux sciences économiques. Disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01087055/document>. Consulté le 16/03/018.
- PHELPS I (2007), Des différents systèmes économiques. Disponible sur : https://www.economie.gouv.fr/files/finances/presse/dossiers_de_presse/conf070306/4phelps_fr.pdf. Consulté le 23/08/018
- SAND A, Une première définition des agents économiques et des opérations. Disponible sur : <https://local.attac.org/rhone/IMG/pdf/doc274.pdf?274%202Fa44cbeb422b5a1fb60e0bdbfa4fd54e60510bc24>. Consulté le 23/08/018.
- FISCHER T. (2015), Les systèmes économiques. Disponible sur : <https://edu.ge.ch/chavanne/cours/cours/fischert/annee-scolaire-2015-16>. Consulté le 17/11/018.